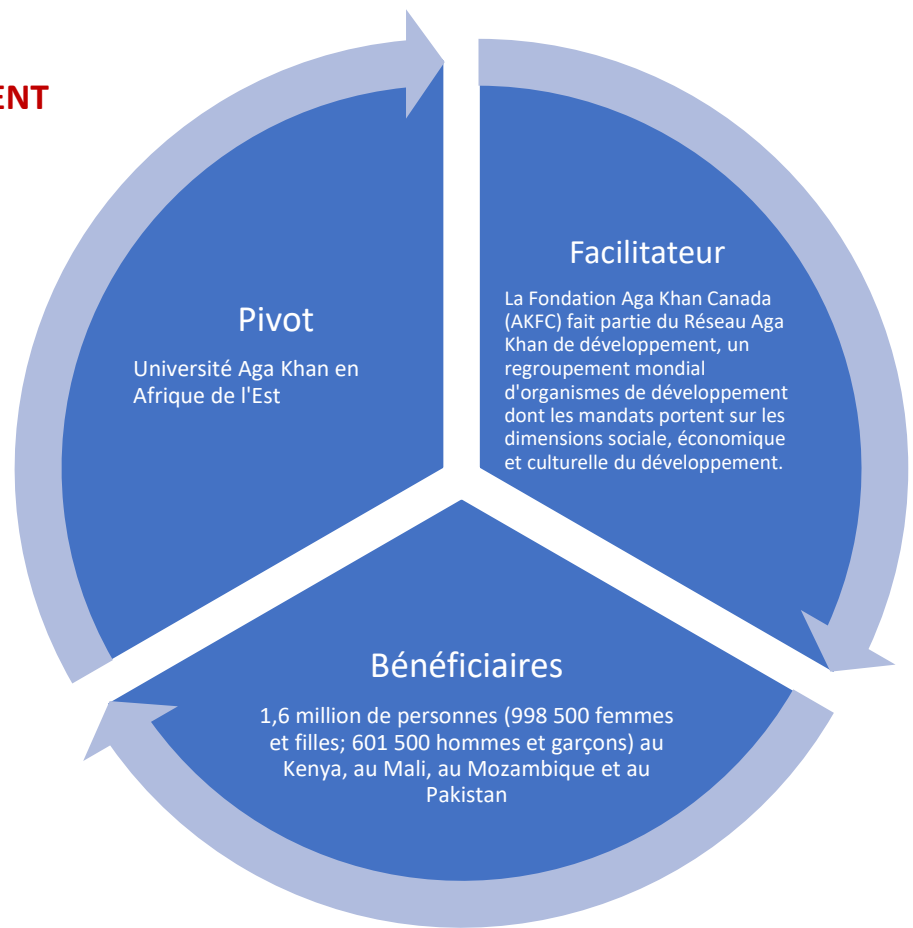


# ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ PAR L'EXPANSION ET LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ (AQCESS)

## Aperçu du projet

**Budget total :** 30,5 millions de dollars  
**Durée :** 4 ans (2016-2020)  
**Donateurs :** Affaires mondiales Canada (25 millions de dollars); Fondation Aga Khan Canada (AKFC) (5,5 millions de dollars)  
**Pivot :** Université Aga Khan en Afrique de l'Est  
**Facilitateur :** AKFC  
**Pays bénéficiaires :** Kenya, Mali, Mozambique et Pakistan  
**Autres partenaires de mise en œuvre :** SickKids Centre for Global Child Health  
**Secteur et axe d'intervention :** Santé des mères, des nouveau-nés et des enfants; santé et droits reproductifs; égalité hommes-femmes



## OBJECTIF

Le projet d'accès à des soins de santé de qualité par l'expansion et le renforcement des systèmes de santé (AQCESS), d'une durée de quatre ans, est exécuté par la Fondation Aga Khan Canada (AKFC) en partenariat avec des agences du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) et le Centre mondial de la santé de l'enfant de l'hôpital pour enfants SickKids (SickKids Centre for Global Child Health), avec un financement d'Affaires mondiales Canada. Mis en œuvre dans des régions ciblées du Mali, du Mozambique, du Kenya et du Pakistan, le projet vise à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE). Dans ces régions, les indicateurs de la SMNE, comme la mortalité maternelle, la présence de personnel qualifié à l'accouchement, la prévalence des retards de croissance et la mortalité des moins de cinq ans, sont particulièrement faibles et les femmes et les enfants n'ont pas accès aux services de santé essentiels. Dans les régions ciblées par le projet, il manque de travailleurs de la santé adéquatement qualifiés, la gestion du système de santé est déficiente et les soins de santé sont généralement de mauvaise qualité. De plus, on y trouve des collectivités qui possèdent une connaissance limitée des façons de protéger et de promouvoir la santé des mères et des enfants et qui présentent de grandes inégalités entre les hommes et les femmes.

Les interventions du projet reposent sur trois éléments clés qui visent à améliorer 1) la prestation de services de santé adaptés aux besoins des femmes et écologiquement durables qui sont essentiels pour la SMNE, 2) l'utilisation de services de SMNE fondamentaux par les collectivités et 3) la compréhension et l'utilisation de renseignements et de données probantes sur la SMNE par les principaux intervenants dans les régions ciblées, tels que les gouvernements des pays et la société civile, ainsi que la population canadienne. Selon les estimations, le projet devrait atteindre environ 1,5 million de personnes dans les quatre pays, y compris des femmes en âge de procréer, des filles et des garçons de moins de cinq ans, des hommes de plus de 15 ans et tous les intermédiaires, à savoir des travailleurs de la santé, des membres d'organisations de la société civile et des intervenants de gouvernements.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

AKFC, le facilitateur, a mis en œuvre ce projet en collaboration avec l'Université Aga Khan en Afrique de l'Est, le partenaire pivot, ainsi que d'autres membres de l'AKDN. Parmi les partenaires locaux, on compte la Fondation Aga Khan au Mozambique, les Services de santé Aga Khan (AKHS), le programme Aga Khan de soutien rural, la Fondation Aga Khan au Pakistan et les AKHS en Afrique de l'Est, au Kenya. Les unités sur le terrain de la Fondation Aga Khan au Kenya, au Mali, au Mozambique et au Pakistan collaborent étroitement avec les gouvernements locaux et la société civile pour planifier, mettre en œuvre et surveiller les activités du projet et en rendre compte, ainsi qu'obtenir les résultats prévus. Ces unités mettent en œuvre le projet en partenariat avec les autres agences de l'AKDN, telles que les AKHS et des partenaires de la société civile locale, selon le contexte. L'Université et le SickKids Centre for Global Child Health travaillent conjointement afin de fournir un soutien technique à la conception et à la mise en œuvre du projet, ce qui permet d'améliorer l'apprentissage des intervenants, la recherche et l'efficacité en général. Cette unité virtuelle est constituée de membres du personnel de l'Université et du Centre, choisis pour leur expertise en biostatistique, en épidémiologie, en

SMNE, en évaluation de programme et en recherche sur la mise en œuvre. L'unité de suivi, d'évaluation, de recherche et d'apprentissage (SERA) propose une approche solide, systématique et normalisée à ces égards dans le cadre du projet, et elle dirige et coordonne le soutien et l'aide technique, en matière de SERA, qu'elle fournit à tous les pays bénéficiaires. Pour appuyer le volet relatif à la création et à la mobilisation des connaissances, l'unité de SERA supervise la réalisation d'activités de recherche visant à améliorer les pratiques en matière de SMNE et à influencer les politiques et la planification dans ce domaine. L'unité de SERA soutient également la diffusion des résultats de la recherche, des leçons apprises et des pratiques exemplaires à la fois au sein du projet et plus largement dans la communauté du développement, ce qui rend les intervenants du projet mieux en mesure d'utiliser les données et les faits probants dans la planification et la prise de décision.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Moderniser et équiper des établissements de santé pour qu'ils puissent rendre les accouchements et les soins néonataux plus sûrs, traiter les infections et la malnutrition et suivre de meilleures pratiques d'élimination des déchets biomédicaux.
- Installer des applications de cybersanté, y compris avec des options d'apprentissage continu pour les travailleurs de la santé, pour améliorer l'accès à des soins de qualité.
- Faciliter les campagnes de sensibilisation et les centres de santé mobiles pour rejoindre les communautés mal desservies et mobiliser les collectivités locales afin qu'elles adoptent des comportements sains.
- Former, dans les installations, des travailleurs de la santé et des gestionnaires des soins de santé sur des sujets tels que la gestion des ressources humaines, l'utilisation de lignes directrices cliniques, la prise de décision fondée sur des données probantes et l'égalité hommes-femmes.
- Former des travailleurs de la santé et des personnes dans les communautés pour collecter, analyser et utiliser les données administratives sur la santé, et contribuer à la production de rapports grâce aux systèmes d'information gouvernementaux.
- Fournir des services de santé essentiels dans les collectivités, notamment grâce à des travailleurs de la santé communautaire et à des sages-femmes communautaires.
- Surmonter les obstacles pour obtenir des résultats positifs en matière de santé reproductive et de SMNE grâce à des interventions telles que les mécanismes de financement de la santé communautaire, l'amélioration de l'accès aux transports et la lutte contre les normes sexistes néfastes, ainsi que la promotion de la mobilisation des hommes à l'égard de la santé reproductive et de la SMNE.
- Consulter les principaux intervenants sur les conclusions des évaluations des répercussions du projet et de leur pertinence pour le dialogue sur les politiques, y compris en menant quatre projets de recherche axés sur la santé reproductive et la SMNE.

## RÉSULTATS À CE JOUR

Arrivé à sa quatrième année, le projet a permis les améliorations d'ensemble suivantes en ce qui concerne la SMNE adaptée aux besoins des femmes et écologiquement durable :

- La capacité des établissements de santé, dans les zones ciblées, de pratiquer des accouchements sûrs et de fournir des soins néonataux conformément à leurs lignes directrices nationales respectives a augmenté pour passer de 10 % à 55 % au Mali, de 19 % à 50 % au Mozambique et de 20 % à 25 % au Pakistan, tandis que le rendement global par rapport aux critères s'est amélioré au Kenya, passant de 66 % à 68 %.
- Des services de qualité adaptés au genre ont été rendus plus accessibles, et 56 999 femmes et 29 521 hommes en ont bénéficié.
- Les compétences en pratique clinique et en gestion adaptées au genre de travailleurs de la santé (plus de 500 d'entre eux ont été formés) débutants et expérimentés ont été renforcées grâce à des activités de formation, d'encadrement et de mentorat.
- Plus de 5 700 agents de promotion de la santé communautaire (dont 50,9 % sont des femmes), y compris des travailleurs de la santé communautaire, des sages-femmes communautaires, des guérisseurs traditionnels et des accoucheuses traditionnelles, ont bénéficié d'une formation et d'un mentorat continu, ce qui a créé un ensemble de militants communautaires qui mobilisent leurs pairs sur les meilleures pratiques en matière de SMNE et d'égalité hommes-femmes.
- La qualité de la collecte des données par les établissements de santé a été améliorée. Par exemple, le pourcentage d'établissements qui respectent les exigences liées à la production de rapports est passé de 63 % à 92 % au Kenya, de 0 % à 50 % au Mali, de 0 % à 10 % au Mozambique et de 41 % à 48 % au Pakistan.
- Le projet a permis d'enrichir les connaissances sur la SMNE au Canada, y compris les enjeux relatifs à l'égalité hommes-femmes, au moyen de six activités ayant rejoint 676 personnes au Canada. Quelque 85 % des Canadiens ciblés ont déclaré avoir acquis de nouvelles connaissances sur la SMNE grâce aux activités de mobilisation.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Coordination interne** : La nécessité d'investir tôt pour établir des relations internes et mettre en place des mesures de coordination afin de soutenir efficacement la mise en œuvre du projet constitue une des principales leçons apprises. Au cours de la première année, les pays bénéficiaires ont fait des essais pour déterminer adéquatement le moment, la fréquence et les participants requis pour les réunions de planification et de coordination, afin d'assurer le bon déroulement du projet.

- **Établissement de partenariats** : Dans les projets triangulaires, on sous-estime souvent le temps nécessaire pour établir des partenariats entre les intervenants. Puisque la participation des partenaires peut prendre plus de temps que prévu, il faut en tenir compte de façon adéquate dans les plans de travail. Pour ce projet, la structure de SERA était nouvelle par rapport aux projets antérieurs de l'AKFC dans le domaine de la santé, puisqu'une unité de SERA indépendante et virtuelle, avec des conseillers techniques au Canada et au Kenya, avait été ajoutée. Ce modèle présente l'avantage de comporter une unité d'experts techniques dédiée qui soutient l'évaluation et le contrôle de la qualité, ce qui garantit une approche solide et normalisée. Cependant, il arrivait que la définition des rôles et responsabilités parmi tous les intervenants ne soit pas claire. Par conséquent, les attentes et les livrables n'étaient pas toujours au rendez-vous. Une réflexion critique menée avec tous les partenaires a permis de faire ressortir plusieurs observations importantes. D'abord, il faut investir un temps considérable en début de projet pour s'assurer que toutes les exigences de SERA sont clairement indiquées, qu'elles comportent une répartition détaillée des rôles et des responsabilités, des échéanciers et des processus de flux des données précisés en plus des séances de travail en personne, qui peuvent être très précieuses pour garantir une bonne compréhension entre toutes les parties. Ensuite, tous les systèmes de SERA demandent un certain niveau de révision itérative et de résolution de problèmes tout au long du cycle de vie d'un projet. Vu le nombre de partenaires impliqués, il faut faire des efforts pour s'assurer que les préoccupations et les goulots d'étranglement sont communiqués adéquatement à toutes parties concernées.

## SOURCES

Fondation Aga Khan Canada (2019). *Accès à des soins de santé de qualité par l'expansion et le renforcement des systèmes de santé (AQCESS)*. Consulté sur Fondation Aga Khan Canada : <https://www.akfc.ca/fr/our-work/acces-des-soins-de-qualite-par-lexpansion-et-le-renforcement-des-systemes-de-sante-aqcess/>

CanSFE (2019). *Accès à des soins de santé de qualité grâce à l'extension et au renforcement des systèmes de santé (AQCESS)*. Consulté sur Explorateur de projets du CanSFE : <https://www.canwach.ca/fr/explorateur-de-projets#/project-details/410#description>

Entrevue avec des employés de la Fondation Aga Khan Canada, février 2020.

*Profil de projet — Élargir l'accès à des soins de qualité en renforçant les systèmes de santé* (s.d.). Consulté sur Gouvernement du Canada : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001983001?Lang=fra>

## ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ À KINSHASA (ASSK)

### Le projet, en bref

**Budget total:** \$19 844 048

**Durée:** 5 ans (2018 – 2023)

**Donateur:** Affaires mondiales Canada (\$19 550 786)

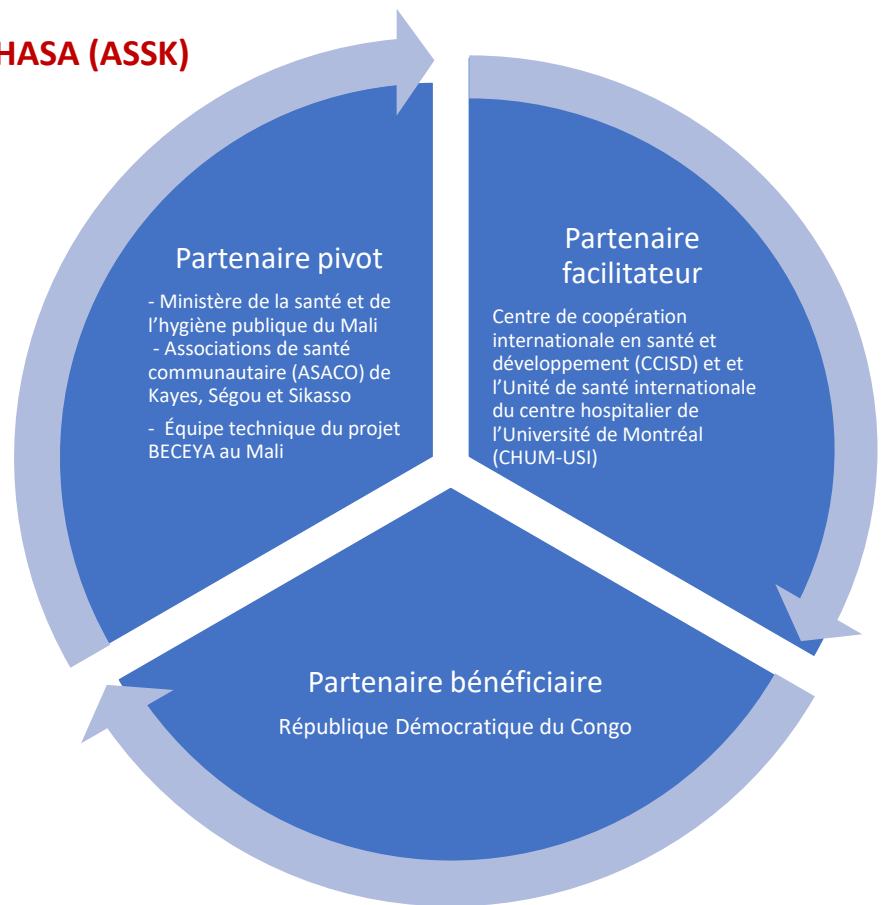
**Pivot :** Ministère de la santé et de l'hygiène publique du Mali, Associations de santé communautaire (ASACO) de Kayes, Ségou et Sikasso et équipe technique du projet BECEYA au Mali

**Facilitateur:** Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et l'Unité de santé internationale du centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM-USI) (total de \$293 262)

**Pays bénéficiaire:** République Démocratique du Congo

**Autres partenaires de mise en œuvre:** Ministère de la santé publique (MSP) et Ville Province de Kinshasa

**Secteur:** Santé sexuelle et reproductive



### OBJECTIF

Le projet ASSK poursuit un résultat ultime, soit celui d'améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents vivant dans sept zones de santé de la province de Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC). D'une durée prévue de cinq ans (2018-2023), il vise l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des services de santé, notamment des services de santé sexuelle et reproductive (SSR), ainsi que l'accroissement de l'utilisation de ces services par les femmes, les enfants et les adolescents.

Sous sa première composante, le projet ASSK se distingue notamment par une vision globale de la qualité des services de SSR visant, à la fois, à renforcer les capacités des prestataires de soins qui les dispensent, les pratiques de gestion et de supervision qui en assurent la qualité ainsi que l'environnement dans lequel ils sont offerts. C'est dans ce contexte que l'initiative consacre une part de ses activités à l'amélioration des pratiques d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux en milieu de soins. Le projet mise également sur une approche fondée sur les droits des femmes et des filles pour entre autres contribuer à accroître l'intégration des aspects genre dans la gestion des services de santé.

### PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet ASSK est mis en œuvre par un consortium canadien composé du Centre de coopération internationale en santé et développement (CCISD) et de l'Unité de santé internationale du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM-USI), avec la collaboration du ministère de la Santé publique de la province de Kinshasa et ses différents organes décentralisés. S'appuyant sur les leçons tirées d'une précédente initiative réalisée en RDC (PASSKIN, 2012-2017), le consortium était bien conscient des nombreux défis à relever en matière d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux dans les structures de santé congolaises. Afin d'y pallier, le CCISD a proposé de capitaliser son expertise acquise au Mali dans le cadre du projet BECEYA (2015-2020), une initiative d'envergure réalisée au Mali dans le domaine de l'eau-hygiène-assainissement en milieu de soins. Le CCISD a ainsi pris contact avec l'équipe malienne pour discuter d'une possibilité de collaboration, afin d'adapter un des grands succès du projet BECEYA au contexte de la RDC, c'est-à-dire la conception et la construction d'incinérateurs haute performance.

À cet effet, l'équipe du projet ASSK s'est rendue au Mali dans le cadre d'un voyage d'études pour s'inspirer des guides et spécifications techniques élaborés par le Ministère de la Santé et des Affaires sociales du Mali avec l'appui du projet BECEYA et comprendre le processus de production de briques locales de qualité résistantes à de hautes températures. Comme réalisé au Mali, l'équipe du projet ASSK a dès son retour entamé des analyses en laboratoire pour identifier des briques adéquates. Ainsi, sur la base des leçons apprises du projet BECEYA, deux incinérateurs seront construits au cours des prochains mois à titre pilote, suscitant un vif intérêt des partenaires étatiques (provincial et national) du projet ASSK. Les incinérateurs seront de deux tailles différentes : le premier équivalent à ce qui a été construit au Mali et un deuxième modèle, plus petit, afin de répondre davantage aux besoins de petites structures de santé congolaises. Si les deux modèles ont succès d'autres seront construits éventuellement.

## ACTIVITÉS CLÉS

Les activités du projet ASSK s'articulent autour d'un vaste éventail de thématiques, incluant :

- Renforcement des capacités des prestataires des structures de santé appuyées et des équipes-cadres en matière de gestion des ressources.
- Construction et/ou réhabilitation d'infrastructures dans les hôpitaux généraux de référence des zones de santé et les centres de santé.
- Promotion de la SSR et de ses droits connexes dans la communauté.
- Amélioration de l'accès financier et géographique aux services de santé ainsi qu'accès aux contraceptifs aux structures de soins.
- Recherche et innovation pour une amélioration continue des services de SSR utilisés par les femmes et les adolescentes.

En matière d'hygiène et de gestion des déchets biomédicaux en milieu de soins, les activités spécifiques du projet comprennent notamment :

- Le renforcement des capacités des prestataires de soins et du personnel d'entretien sous forme de coaching.
- La dotation d'équipement et d'infrastructures de gestion des déchets (ex.: incinérateurs).
- L'appui à l'élaboration de plans de gestion des déchets biomédicaux dans le but de développer de bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de ces déchets.

## RÉSULTATS À DATE

En date du 31 décembre 2019, le projet ASSK avait permis d'atteindre les résultats suivants :

- Résistance de briques validée en laboratoire pour la construction d'incinérateur.
- Construction d'un incinérateur pilote sur la base du modèle malien en cours.
- Formation et fourniture d'équipement pour prestataires et personnel d'entretien (24 hommes/19 femmes) de trois centres de santé.
- Sept équipes-cadres des zones de santé accompagnées pour l'élaboration de leur plan d'action opérationnel annuel (2018 et 2019) intégrant la dimension genre.
- Deux recherches opérationnelles réalisées en matière de qualité des services de santé adaptés aux jeunes et aux adolescents et en soins obstétricaux néonataux d'urgence.
- 50 personnes (36 hommes/14 femmes) formées à la prise en charge des infections sexuellement transmissibles (IST), incluant une période de stage permettant la prise en charge gratuite de 616 cas d'IST.
- 203 personnes (139 hommes/64 femmes) formées pour la sensibilisation en matière de santé des jeunes et adolescents (relais communautaires, pairs éducateurs, leaders sociaux, prestataires de soins, enseignants et préfets).

## APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Modalité rentable:** La coopération triangulaire est considérée très rentable étant donné les coûts minimes pour un déplacement d'une équipe du Mali vers la RDC et vice-versa, en comparaison au coût de voyage d'une équipe canadienne vers la RDC et le Mali, pour entreprendre des échanges et formations. De plus, l'obtention de visa est plus facile pour les Maliens et Congolais.
- **L'importance d'une présence physique:** La possibilité d'avoir des experts en personne, grâce à la coopération triangulaire, permet un réel transfert d'expertise de proximité et permet des échanges complémentaires plus fréquents. Des liens se sont d'ailleurs tissés très facilement entre les membres des équipes malienne et congolaise qui partagent plusieurs réalités communes, ainsi que des expériences et expertises similaires. L'équipe congolaise était enthousiaste d'apprendre et, quelques mois plus tard, les personnes impliquées se consultent au besoin.
- **Échange d'expertise:** L'équipe congolaise a profité de son passage au Mali pour échanger au sujet des différentes leçons apprises dans le cadre des projets réalisés au Mali; un échange dans le sens contraire, c'est-à-dire une délégation malienne venant visiter les résultats en RDC pourrait permettre d'optimiser le partage et de tirer davantage de leçons.

## RÉFÉRENCES

Centre de coopération internationale en santé et développement. (s.d.). *Projets Actuels*. Récupéré sur Centre de coopération internationale en santé et développement: <http://www.ccisd.org/fr/projets-actuels/>

Entretien avec personnel Centre de coopération internationale en santé et développement, janvier 2020.

Government of Canada. (s.d.). *Profil de projet - Accès aux services de santé pour les femmes et les filles à Kinshasa*. Récupéré sur Government of Canada: <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003761001?Lang=fra>

# AFRICAN INSTITUTE FOR MATHEMATICAL SCIENCES – Initiative « À la recherche du prochain Einstein » (AIMS-NEI) PROGRAMME DE COMPÉTENCES POUR L'EMPLOI

## Aperçu du projet

**Budget total :** 6,5 millions de dollars

**Durée :** 5 ans (2016-2021)

**Donateurs :** Affaires mondiales Canada (4 millions de dollars) et Fondation Mastercard (2,5 millions de dollars)

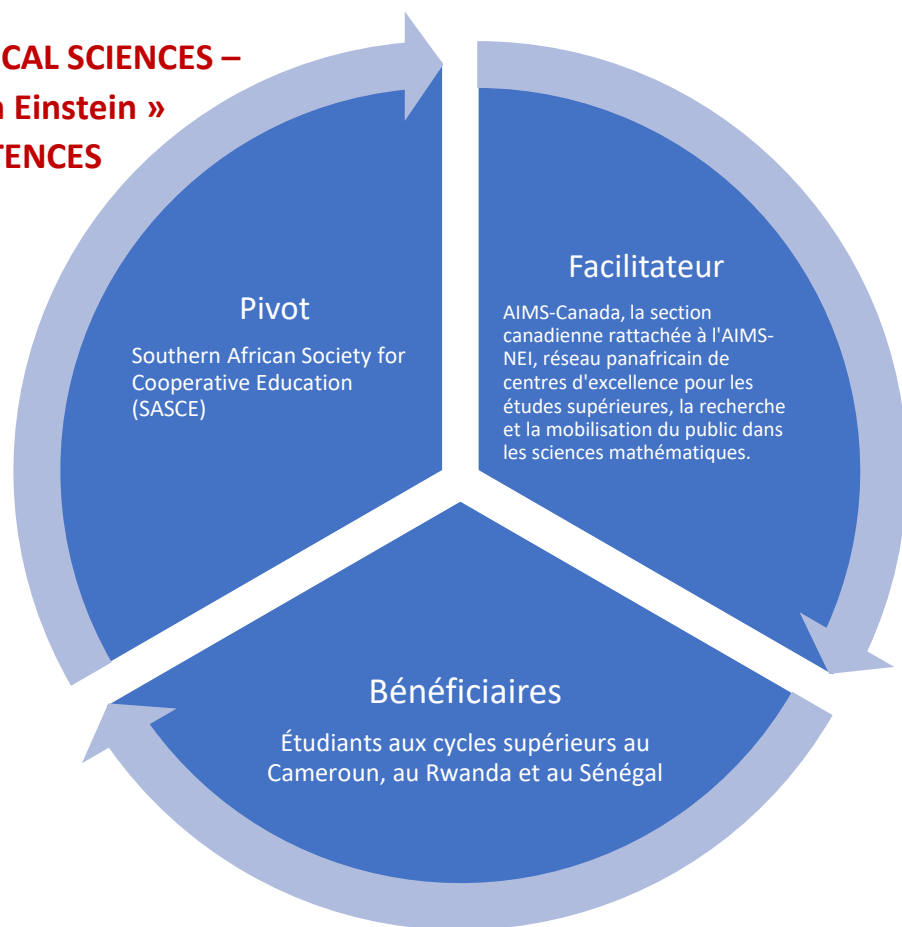
**Pivot :** Southern African Society for Cooperative Education (SASCE), Afrique du Sud

**Facilitateur :** AIMS – Fondation de l'Initiative à la recherche du prochain Einstein (AIMS Canada)

**Pays bénéficiaires :** Cameroun, Rwanda et Sénégal

**Autres partenaires de mise en œuvre :** AIMS-Sénégal, l'Université de Waterloo, l'Université d'Ottawa, l'Institut de valorisation des données et l'Université virtuelle africaine

**Secteur et axe d'intervention :** Apprentissage en milieu de travail, formation axée sur les compétences et emploi



## OBJECTIF

Financé par Affaires mondiales Canada, le Programme de compétences pour l'emploi (SFE) est un projet quinquennal de l'Initiative « À la recherche du prochain Einstein » de l'African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) qui cherche à faire partie de la solution pour surmonter les grands défis en matière de développement au Cameroun, au Rwanda et au Sénégal et à y renforcer les capacités en répondant aux besoins des industries du savoir en train d'apparaître dans les régions francophones. Le SFE vise à répondre aux besoins de ces industries en procurant des formations très spécialisées et une aide aux chercheurs et aux étudiants en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) pour faire la transition vers le marché du travail.

Le projet a également pour objectif d'améliorer l'accès aux programmes et les possibilités pour les Africaines. La dimension de genre est intégrée dans tous les aspects du projet afin de promouvoir des environnements de travail et d'apprentissage inclusifs et tenant compte des besoins des femmes dans le domaine des sciences mathématiques. Le résultat final escompté du programme est la prospérité économique des populations ciblées de la francophonie en accroissant les possibilités des étudiants d'acquérir des compétences pour l'emploi et des compétences en STIM.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

L'AIMS et la Southern African Society for Cooperative Education (SASCE) travaillent conjointement à l'élaboration de modèles africains d'enseignement coopératif dans les trois pays cibles en se fondant sur les modèles et les pratiques exemplaires de l'enseignement coopératif canadien. L'AIMS tire souvent parti de ses partenaires, en faisant appel à des spécialistes de l'étranger pour qu'ils donnent des cours avancés en mathématiques aux étudiants aux cycles supérieurs en utilisant une approche qui met à profit les connaissances du milieu et les partenariats internationaux. Dans le cadre de ce projet, le SFE est mis en œuvre par la SASCE (partenaire pivot) et d'autres partenaires de mise en œuvre canadiens, c'est-à-dire l'Université de Waterloo et l'Université d'Ottawa. L'AIMS-Sénégal et l'Université virtuelle africaine soutiennent également le SFE. Le secteur privé participe aussi au projet et compte 59 partenaires de l'industrie au Sénégal, 70 au Rwanda et 7 à l'extérieur de l'Afrique.

Au cours de l'élaboration du projet, l'Université de Waterloo a présenté l'AIMS à la SASCE. En tant qu'expert régional bien informé sur le marché, les milieux de travail et les approches régionales du travail et de l'apprentissage intégré, la SASCE est un partenaire pivot idéal. Le partenariat a permis un important échange de connaissances et d'expérience.



## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Créer un certificat en affaires pour permettre aux étudiants et aux anciens étudiants de l'AIMS de développer des compétences approfondies en affaires et en entrepreneuriat grâce à un stage en entreprise de trois mois.
- Élaborer des modules d'apprentissage en ligne accessibles sur la plateforme d'apprentissage numérique de l'Université virtuelle africaine.
- Organiser des forums de mathématiques axés sur l'industrie qui rassemblent les mathématiciens et l'industrie afin de relever les défis pratiques rencontrés par l'industrie dans la francophonie.
- Établir un partenariat stratégique avec des institutions académiques et le secteur privé comprenant des entreprises détenues et dirigées par des femmes ainsi que l'organisation d'événements destinés aux femmes en sciences.
- Offrir des possibilités de mentorat pour les étudiants aux cycles supérieurs.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- La diplomation de 200 étudiants (80 femmes et 120 hommes) qui seront diplômés du programme de maîtrise coopérative de l'AIMS au Sénégal, tandis que 330 étudiants (208 femmes et 122 hommes) obtiendront un certificat en entrepreneuriat et que 2 250 étudiants (680 femmes et 1570 hommes) termineront un cours en ligne ouvert à tous en Afrique francophone.
- La présentation d'un [atelier](#) [en anglais] coopératif de l'AIMS à AIMS-Sénégal en mai 2018. L'atelier de deux jours était dirigé par les directeurs des bureaux du programme d'enseignement coopératif de l'Université de Waterloo et de l'Université d'Ottawa.
- En 2018, le voyage d'études au Canada des partenaires de l'industrie de l'AIMS a permis d'accueillir d'importants partenaires africains de l'industrie à Toronto, à Waterloo et dans la région d'Ottawa-Gatineau pour leur présenter la portée du domaine de l'enseignement coopératif et de l'apprentissage en milieu de travail ainsi que pour adapter les pratiques exemplaires canadiennes et internationales aux réalités contextuelles africaines.
- Le [don](#) [en anglais] de plus de 2 000 livres usagés de mathématiques à AIMS-Sénégal par le département de mathématiques et de statistique de l'Université d'Ottawa.
- L'établissement d'un partenariat entre l'AIMS, l'Université de Calgary et Universitaires sans frontières pour élaborer une [politique environnementale](#) [en anglais] destinée à l'ensemble du réseau de l'AIMS.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRIS

- **Gestion du partenariat** : Il est nécessaire de concilier les attentes et les besoins avec le temps requis et les efforts pour tous les partenaires afin d'éviter un sentiment de lassitude dans le cadre du partenariat. Il faut tenir compte des capacités, des budgets et des ressources humaines des partenaires dans la gestion des attentes et des plans pour éviter les délais et d'autres complications possibles. Ces facteurs ont également une incidence sur les possibilités de reproduire les projets de coopération triangulaire, d'en étendre la portée et d'atteindre les objectifs connexes.
- **Précisions sur la portée** : Le SFE a été soutenu par le concept de diplomatie du savoir. Au sens large, la diplomatie du savoir est « un pont reliant l'enseignement supérieur et la recherche à l'échelle internationale aux relations internationales. » (Knight, 2018) En ce sens, il s'agit du rôle que peuvent jouer l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation à l'échelle internationale dans le renforcement des relations entre les pays et au sein des pays. Bien que le SFE ait été soutenu par ce concept, ce qu'on entend par « diplomatie du savoir » n'était pas toujours clair pour les partenaires ni dans la portée générale du projet.
- **Réduction des coûts** : La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts relatifs au projet. Plutôt que de dépenser de gros montants sur les honoraires d'experts-conseils, les partenaires ont pu compter les uns sur les autres pour échanger des renseignements à une fraction du coût et pour recevoir un soutien de qualité.

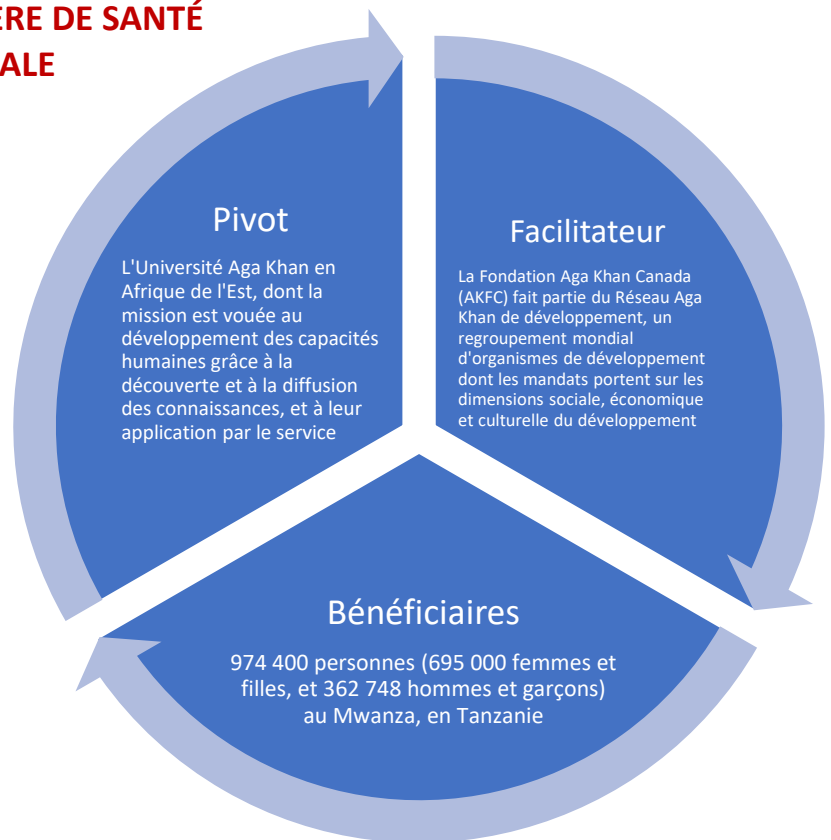
## SOURCES

- AIMS-Sénégal (2020). *Skills for Employability Program*. Consulté sur AIMS-Sénégal : <https://www.aims-senegal.org/academic-programs/skills-for-employability-program/>
- British council (2020). *Knowledge Diplomacy*. Consulté sur British Council : <https://www.britishcouncil.org/research-policy-insight/research-reports/knowledge-diplomacy>
- eSkills4Girls (2020). *G20 FLAGSHIP PROJECTS African Institute For Mathematical Sciences Skills For Employability Project*. Consulté sur eSkills4Girls : <https://www.eskills4girls.org/african-institute-for-mathematical-sciences-skills-for-employability-project/>
- Entrevue réalisée avec le personnel d'AIMS-Canada, février 2020.
- Next Einstein (15 juin 2018). *AIMS Senegal hosts cooperative education workshop*. Consulté sur AIMS-Canada : <http://ca.nexteinstein.org/aims-senegal-hosts-cooperative-education-workshop/>
- Next Einstein (17 octobre 2019). *AIMS hosted the Work-Integrated Learning (WIL) Workshop*. Consulté sur Next Einstein : <https://www.nexteinstein.org/blog/2019/10/17/aims-to-host-work-integrated-learning-wil-workshop/>
- Next Einstein (25 octobre 2019). *AIMS works with partners to develop environmental policy*. Consulté sur AIMS-Canada : <http://ca.nexteinstein.org/aims-works-with-partners-to-develop-environmental-policy/>

# AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS EN MATIÈRE DE SANTÉ REPRODUCTIVE, MATERNELLE ET NÉONATALE AU MWANZA, EN TANZANIE (IMPACT)

## Aperçu du projet

**Budget total** : 14,7 millions de dollars  
**Durée** : 4 ans (2017-2021)  
**Donateurs** : Affaires mondiales Canada (12 millions de dollars), Fondation Aga Khan Canada (AKFC) (2,7 millions de dollars)  
**Pivot** : Université Aga Khan en Afrique de l'Est  
**Facilitateur** : AKFC  
**Pays bénéficiaire** : Tanzanie (région du Mwanza)  
**Autres partenaires de mise en œuvre** : Services de santé Aga Khan en Tanzanie, Fondation Aga Khan Tanzanie  
**Secteur et axe d'intervention** : Santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile



## OBJECTIF

Le projet d'amélioration de l'accès aux soins en matière de santé reproductive, maternelle et néonatale au Mwanza, en Tanzanie (IMPACT), d'une durée de quatre ans, est mis en œuvre dans la région du Mwanza, au bord du lac Victoria, en République-Unie de Tanzanie. Il vise à améliorer la santé reproductive, maternelle et néonatale (SRMN) grâce à une démarche globale de renforcement des systèmes de santé, notamment en s'attaquant aux facteurs qui aggravent la santé maternelle et néonatale, tels que les inégalités hommes-femmes ou la mauvaise santé sexuelle et reproductive des adolescents.

Le projet est axé sur l'amélioration de l'offre de services de santé maternelle et néonatale de qualité et l'accroissement de l'utilisation de ces services par les femmes et leur famille pour accélérer la réduction de la mortalité maternelle et néonatale. Le projet cible non seulement les femmes en âge de procréer et les nouveau-nés, mais aussi les hommes en âge de procréer, pour qui des activités de sensibilisation et de promotion de la santé seraient bénéfiques.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

En harmonie avec les priorités et les stratégies du gouvernement de la Tanzanie, le projet se déroule en étroite collaboration avec l'équipe de gestion de la santé de la région du Mwanza et met à profit l'expertise du Réseau Aga Khan de développement (AKDN) dans le secteur de la santé. Le projet est exécuté par la Fondation Aga Khan Canada, le facilitateur, et mis en œuvre par des agences partenaires de l'AKDN. Située à Nairobi au Kenya, l'Université Aga Khan est le partenaire pivot qui appuie les ressources humaines du volet du projet relatif à la santé, ainsi que le suivi, l'évaluation, la recherche et l'apprentissage. La formation en cours d'emploi des infirmières et des sages-femmes, qui relève de l'École d'infirmières et de sages-femmes de l'Université, fait partie de ce soutien. Ce dernier consiste également à exercer un leadership technique sur tous les aspects du programme de suivi, d'évaluation, de recherche et d'apprentissage du projet, notamment en effectuant des recherches et des évaluations ainsi qu'en fournissant un soutien technique aux partenaires.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

Le projet permet d'accroître l'accès à des services de qualité dans l'ensemble du continuum de soins de santé, allant du milieu communautaire jusqu'à ceux fournis dans les établissements, tout en renforçant la capacité des dirigeants au niveau des établissements de santé, des autorités locales et des communautés, ainsi qu'en augmentant l'utilisation des services de santé maternelle et néonatale dans les collectivités. Le projet comprend les activités suivantes :

- remettre en état, moderniser et équiper 80 établissements de santé publique pour fournir des soins obstétriques et néonataux d'urgence de qualité et adaptés aux besoins des femmes;
- fournir des soins obstétriques et néonataux d'urgence de base pleinement fonctionnels dans 67 dispensaires et centres de santé, ainsi que des services obstétriques et néonataux d'urgence complets dans 13 hôpitaux et centres de santé;



- fournir de la formation et un encadrement constructif, en collaboration avec les équipes de gestion de la santé régionale et communautaire ainsi que les comités de gouvernance des établissements de santé, pour renforcer la capacité des gestionnaires de ces établissements de planifier, de budgétiser et de diriger la prestation de services de qualité;
- former les membres de 80 comités de la santé de district, et leur donner les moyens de créer des liens avec des structures de santé communautaire ainsi que de planifier efficacement et de favoriser un climat communautaire qui appuie la santé maternelle et néonatale. Le projet permet également à des professionnels de la santé et à des bénévoles de la collectivité d'acquérir des connaissances et des compétences dans des domaines ayant des répercussions importantes sur la SRMN;
- surmonter les obstacles à l'accès à des services de santé de qualité, y compris l'accès au financement de la santé pour les femmes et leur famille, grâce à des groupes communautaires d'épargne et à l'amélioration des transports entre les collectivités et les établissements de santé;
- mobiliser les collectivités et leur donner les moyens de promouvoir et d'adopter des comportements sains qui favorisent des résultats positifs en matière de SRMN et font progresser l'égalité hommes-femmes.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Quelque 653 499 femmes âgées de 15 à 49 ans et 83 606 nourrissons de moins d'un an (dont 50 % de filles) ont bénéficié directement du projet.
- Les activités de sensibilisation de la communauté visant à améliorer la santé maternelle et néonatale devraient toucher 320 918 hommes.
- 80 établissements de santé ont été équipés avec du matériel et des fournitures essentiels pour la SRMN.
- Des formations ont été données; par exemple, 201 gestionnaires de la santé (dont 77 femmes et 124 hommes) et 300 travailleurs de la santé (dont 182 femmes et 118 hommes) ont été formés sur les compétences essentielles, notamment les soins obstétricaux et néonataux d'urgence et la prestation de services adaptés aux femmes, et 717 travailleurs de la santé communautaire (dont 388 femmes et 329 hommes) ont reçu une formation.
- 802 groupes communautaires ont été mis sur pied pour faire la promotion de pratiques positives en matière de SRMN et réduire localement les inégalités hommes-femmes.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRIS

- **Bénéfices d'une réputation établie** : Malgré la résistance initiale de certains intervenants gouvernementaux à apporter des changements aux programmes de formation des travailleurs de la santé, ce qui traduisait un souci de maintenir une certaine cohérence dans l'ensemble du pays, le projet a permis de surmonter l'obstacle que constituait l'intégration des enjeux d'égalité hommes-femmes dans les cursus du gouvernement de la Tanzanie en mettant à profit la solide réputation de l'Université Aga Khan. Par conséquent, le projet a amélioré la formation donnée, grâce à une collaboration avec d'autres partenaires du domaine du développement, ce qui a permis de guider les formateurs du gouvernement avant les séances de formation et de négocier l'ajout d'un module sur l'égalité hommes-femmes et la prestation de services adaptée aux femmes.
- **Amélioration des résultats** : À mi-parcours de la deuxième année, l'équipe de projet a reconnu la nécessité d'améliorer la stratégie de mentorat à l'intention des travailleurs de la santé dans les établissements, après leur formation. L'expérience de la mise en place par l'Université Aga Khan de modèles de mentorat similaires, acquise au Kenya et en Ouganda, a été mise à profit pour relever les lacunes dans la programmation du projet et élaborer un modèle de mentorat qui soit pertinent dans ce contexte et qui contribue à atteindre les objectifs.

## SOURCES

Fondation Aga Khan Canada (2019). *Amélioration de l'accès aux soins maternels et néonataux au Mwanza, en Tanzanie (IMPACT)*. Consulté sur Fondation Aga Khan Canada : <https://www.akfc.ca/fr/our-work/amelioration-de-lacces-aux-soins-maternels-et-neonataux-au-mwanza-en-tanzanie-impact/>

CanSFE (2019). *Améliorer la santé des mères, nouveau-nés et enfants*. Consulté sur Explorateur de projets du CanSFE : <https://www.canwach.ca/fr/explorateur-de-projets#/project-details/35#description>

Entrevue avec des employés de la Fondation Aga Khan Canada, février 2020.

*Profil de projet — Améliorer l'accès aux soins de santé reproductive, des mères et des nouveau-nés à Mwanza (Tanzanie)* (s.d.). Consulté sur Gouvernement du Canada : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D003069001?Lang=fra>

# AMÉLIORER L'INCLUSION FINANCIÈRE EN MILIEU RURAL GRÂCE AUX COOPÉRATIVES (IRFITCO)

## Aperçu du projet

**Budget total** : 3 280 000 \$ US

**Durée** : 4 ans (2017-2021)

**Donateur** : Fonds international de développement agricole (FIDA) (2 600 000 \$ US)

**Pivot** : Association des coopératives d'épargne et de crédit d'Afrique (ACCOSCA) (200 000 \$ US)

**Facilitateur** : Fondation du développement coopératif du Canada (CDF Canada) (200 000 \$ US)

**Pays bénéficiaires** : Éthiopie, Malawi et Tanzanie

**Autres partenaires de mise en œuvre** : Irish League of Credit Unions Foundation (ILCUF) (200 000 \$ US)

**Secteur et axe d'intervention** : Finance, culture financière



## OBJECTIF

Soutenu par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le projet d'amélioration de l'inclusion financière en milieu rural grâce aux coopératives (IRFITCO), d'une durée de quatre ans, a pour objectif général d'améliorer l'inclusion financière des personnes pauvres vivant dans les zones rurales en Éthiopie, au Malawi et en Tanzanie grâce au renforcement des réseaux de coopératives financières. Afin d'atteindre cet objectif, le principal groupe cible pour les activités du projet est constitué par les organisations faitières<sup>1</sup> nationales et les agences gouvernementales qui soutiennent les organisations coopératives d'épargne et de crédit ainsi que le cadre de fonctionnement de celles-ci. Le groupe cible secondaire comprend des organisations coopératives d'épargne et de crédit en milieu rural ou qui ciblent les collectivités rurales. Le projet vise les trois objectifs clés suivants :

- renforcer la capacité et les ressources humaines des coopératives financières qui desservent les zones rurales;
- promouvoir des produits et services innovateurs et de qualité supérieure, ce qui contribue ainsi à améliorer, pour les personnes pauvres vivant en zone rurale, l'accès aux services des coopératives financières et l'utilisation de ceux-ci;
- promouvoir auprès des gouvernements l'adoption de politiques et de règlements qui sont favorables aux coopératives financières pour que les personnes pauvres en milieu rural en bénéficient.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

La Fondation du développement coopératif du Canada (CDF Canada), le bénéficiaire de la subvention, est chargée de la mise en œuvre du projet par un consortium composé de CDF Canada, de l'Association des coopératives d'épargne et de crédit d'Afrique (ACCOSCA) et de l'Irish League of Credit Unions Foundation (ILCUF). Les trois organisations se partagent la responsabilité de la mise en œuvre à l'échelle de chaque pays. L'ILCUF est le principal partenaire de mise en œuvre en Éthiopie, tandis que l'ACCOSCA a la responsabilité de la Tanzanie et que CDF Canada concentre ses efforts sur le Malawi. Au sein du consortium, CDF Canada, en tant que titulaire du contrat, assume la responsabilité globale de gérer le projet et les finances, de faire le suivi des risques et de surveiller les résultats, ainsi que d'atteindre les objectifs et de produire les rapports d'avancement. CDF Canada travaille également avec l'ILCUF pour élaborer du matériel de formation et des outils d'apprentissage. À titre de partenaire pivot, l'ACCOSCA héberge et favorise la transmission des connaissances en Afrique, notamment par des cours d'enseignement et de formation, au moyen de ses forums dédiés aux échanges de haut niveau qui rejoignent les pays du continent.

<sup>1</sup> Un groupe d'entreprises spécialisées en vente et en marketing.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Créer du matériel de formation, tel que des diagnostics par pays sur la situation et le cadre de réglementation des organisations coopératives d'épargne et de crédit, des notes techniques sur les pratiques exemplaires en matière de réglementation, de surveillance et de connaissances financières, un outil d'évaluation des capacités, une trousse de développement de produits financiers, ainsi que des manuels d'inspection à l'intention des autorités de réglementation des organisations coopératives d'épargne et de crédit.
- Soutenir les organisations nationales vouées aux questions éthiques pour favoriser leur efficacité et leur pérennité.
- Fournir des services tout en améliorant l'adoption de projets innovateurs qui donnent accès à ces services en zone rurale.
- Mobiliser les gouvernements afin d'élaborer et de diffuser des ateliers, des formations et des visites d'échanges pour rejoindre les personnes pauvres en milieu rural. Cette activité comprend des échanges régionaux de connaissances, des activités de réseautage et des visites de présentation dans des pays choisis pour leurs pratiques exemplaires.
- Participer à des visites techniques effectuées par des consultants en Tanzanie, au Malawi et en Éthiopie. En général, le coordonnateur de projet pour chaque pays prend part à ces visites, et les coordonne avec divers intervenants dont ils recueillent des renseignements.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Les membres d'organisations coopératives d'épargne et de crédit en milieu rural ont davantage accès à des services financiers pertinents. En Tanzanie, le projet a appuyé 720 organisations de ce type.
- En Éthiopie, un mécanisme de réglementation et de surveillance à plusieurs niveaux vient d'être mis en place, et les fédérations seront en mesure de faire des représentations pour favoriser la mise en place d'un environnement favorable et de fournir le soutien nécessaire au renforcement des capacités, ainsi que les moyens pour améliorer les services financiers offerts à leurs membres.
- Au Malawi, plusieurs initiatives visant à pérenniser les organisations coopératives d'épargne et de crédit sont en cours, notamment pour les aider à faire croître le nombre de leurs membres, à diversifier leurs produits financiers, à renforcer leurs capacités de fournir un service à la clientèle de qualité et à améliorer leur gouvernance, leur marketing et leurs politiques, par exemple en les dotant d'actes constitutifs ou en révisant la loi sur les coopératives et la loi sur les coopératives financières.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Attentes claires** : Les attentes initiales du donateur, le FIDA, n'étaient pas claires et ne le sont devenues qu'à mesure que le projet progressait, au moyen d'appels mensuels sur l'état d'avancement, d'examen, ainsi que d'un plan de travail énonçant les rôles, les attentes, des lignes directrices pour rédiger les rapports et des échéances. Les attentes entraînent parfois en conflit avec les priorités des trois partenaires, en plus de celles du donateur. Cette situation a posé un défi en ce qui concerne la communication et la production de rapports. Des mises à jour régulières ont aussi contribué à permettre une harmonisation et à réduire le stress lié au fonctionnement.
- **Respect de l'avantage comparatif** : À titre d'expert en gouvernance, CDF Canada a fait le choix de travailler avec l'ACCOSCA et l'ILCUF en raison de leur expertise respective, c.-à-d. la connaissance du milieu de l'ACCOSCA, et la connaissance de l'ILCUF du développement institutionnel ainsi que du travail sur les politiques liées aux coopératives de crédit. Les trois partenaires travaillent ensemble depuis longtemps et ont un respect mutuel de leurs compétences, qui s'est forgé au cours d'une multitude de projets menés ces dernières années, dont l'un des plus récents est celui dont il est question ici.
- **Réseaux locaux et expertise** : Le rayonnement régional de l'ACCOSCA a permis de repérer les intervenants que le projet devait rejoindre. Le principe consistant à ne laisser personne pour compte est essentiel et fait partie des valeurs des coopératives de crédit qui visent à promouvoir l'inclusion financière pour tous, en particulier dans les collectivités rurales. L'ACCOSCA a donc contribué à réaliser cette ambition.
- **Apprentissage mutuel** : Le projet a permis un important échange de connaissances, de ressources et d'expertise, ce qui a favorisé la complémentarité. Une fois qu'un des partenaires a réussi à mettre en œuvre un aspect du projet, les autres sont en mesure de communiquer avec lui et d'obtenir de l'aide pour mettre en place ces processus avec succès dans le pays dont ils ont la responsabilité.
- **Collaboration et prise de décision partagée** : Les trois partenaires se sont réunis chaque année avec les principaux consultants et des intervenants des pays concernés. Le financement est réparti entre les trois partenaires pour qu'ils réalisent les activités dans le pays dont ils ont respectivement la responsabilité. Lorsqu'une réallocation de budget se produit, elle est généralement proposée par les équipes responsables d'un pays. Des plans de travail annuels détaillés comprenant des indicateurs de rendement sont préparés pour surveiller et mesurer les progrès, et en faire rapport à tous les partenaires.
- **Maintien de la cohérence avec des projets connexes** : Durant la mise en œuvre du projet, la nécessité de coordonner celui-ci avec d'autres projets en cours dans le pays est apparue. Cet aspect de la planification et de la mise en œuvre du projet fait rarement partie des contrats, et c'est pourquoi les trois partenaires le prendront soigneusement en compte jusqu'à la fin du projet en cours ainsi que pour d'autres dans l'avenir.

- **Élargir la réussite à plus grande échelle** : Le FIDA a l'intention d'appliquer les réussites d'IRFITCO à des projets internationaux dans l'avenir. Il s'emploie à comprendre le mode de fonctionnement du projet et à déterminer des pratiques exemplaires pour soutenir les organisations faîtières, des services financiers innovateurs et les cadres politiques. Chaque année, le FIDA organise également des missions de supervision pour constater en personne le travail des partenaires.

## SOURCES

CDF Canada (novembre 2019). Improving Rural Financial Inclusion Through Cooperatives (IRFITCO).

CDF Canada (s.d.). *IRFITCO Ethiopia, Tanzania, Malawi*. Consulté sur CDF Canada - Co-operative Development Foundation of Canada : <https://cdfcanada.coop/our-projects/irfitco/>

FIDA (novembre 2019). Improving Rural Financial Inclusion Through Cooperatives (IRFITCO) : IFAD Supervision Mission.

Entrevue avec des employés de CDF Canada, janvier 2020.

# ASSOCIATION DES INSTITUTIONS INTÉGRÉES DE FINANCE DE PROXIMITÉ (PROXFIN)

## Le projet, en bref

**Budget actuel total:** environ \$250 000/année

**Durée:** 2006 - présent

**Donateur:** Affaires mondiales Canada (\$250 000 à 300 000, entre 2006 et 2015)

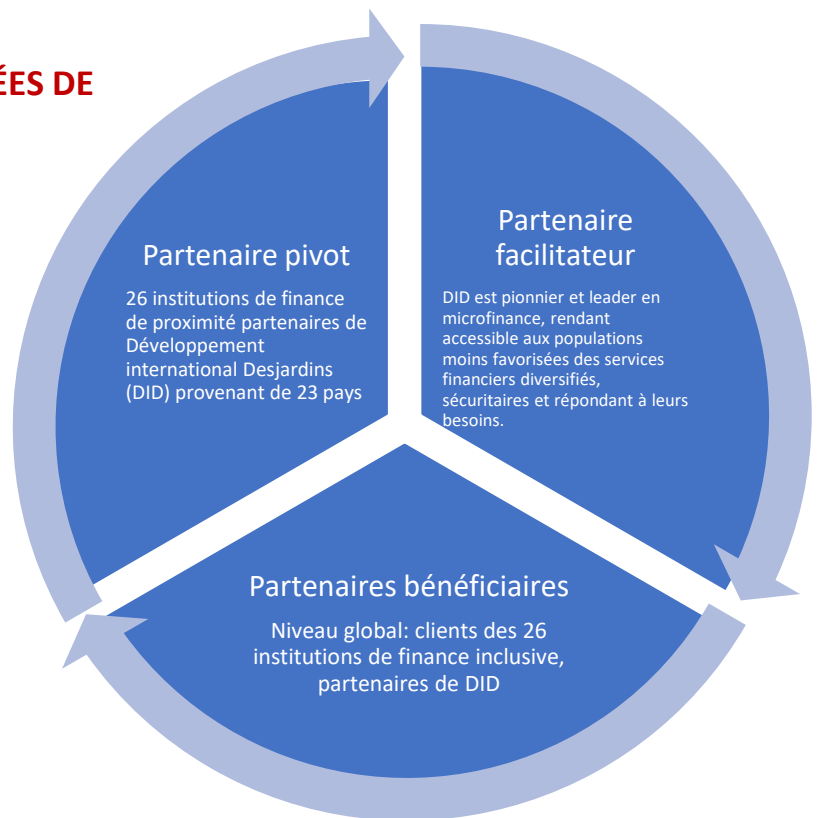
**Pivot:** 26 institutions de finance provenant de 23 pays

**Facilitateur:** Développement international Desjardins (DID)

**Pays bénéficiaire(s):** clientèle des 26 institutions membres

**Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre:** Aucuns

**Secteur:** Finance



## OBJECTIF

L'évolution du contexte financier mondial amène de nouveaux besoins qui nécessitent un éventail de réponses de plus en plus adaptées et sophistiquées. Compte tenu des changements rapides, Développement international Desjardins (DID) et ses partenaires se sont réunis avec un intérêt marqué pour un projet de réseautage, qui permettrait de mettre en commun les connaissances et l'expérience de chacun. Les discussions ont fait ressortir plusieurs objectifs communs :

- La reconnaissance et l'évolution d'un modèle commun (la majorité des partenaires de DID étant des institutions coopératives intégrées en réseaux fédérés) qui est souvent mal compris sur la scène internationale (besoin de mettre en place des actions de lobbying auprès des décideurs);
- le renforcement des capacités, et le partage d'expériences et d'outils concrets;
- la modernisation de leurs institutions ainsi que les défis, d'ordre technologique ou autre, qu'ils devront relever pour améliorer et développer leur offre de services.

Le produit final est l'Association des institutions intégrées de finance de proximité: Proxfin. Proxfin est un réseau international de réflexion et d'échange qui réunit des institutions de finance de proximité partenaires de DID provenant de tous les coins du monde. Ce réseau a pour but de favoriser la communication entre ces institutions, qui partagent le même modèle de performance et les mêmes valeurs, de même que de faire progresser les bonnes pratiques en matière de finance de proximité. Chaque année, ces institutions mesurent et partagent leurs principaux indicateurs de performance financière et sociale.

## PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

L'association regroupe plus de [vingt-six \(26\) institutions financières](#) (réseaux fédérés de coopératives et institutions privées de services financiers intégrés) dédiées à la finance de proximité, dont la performance tant financière que sociale tend à rencontrer les standards de qualité généralement reconnus dans le secteur. La coopération sud-sud et nord-sud est à la base de Proxfin.

L'association a pour but de faciliter et favoriser le partage d'expérience entre les pays du sud et DID. Les bénéficiaires sont les membres clients des 26 membres partenaires de Proxfin.

Entre 2006 et 2015, Proxfin fut co-financé par Affaires mondiales Canada (AMC) - l'objectif de ce qui était alors un projet était d'éventuellement devenir une association financièrement autonome, d'ici 2025. Proxfin a donc pendant plusieurs années bénéficié d'un appui technique financé par AMC, tandis qu'aujourd'hui ses membres l'autofinancent à près de 75% et DID (conjointement avec son institution mère, le Mouvement Desjardins) finance les 25% restant.

## ACTIVITÉS CLÉS

- Activités organisées par Proxfin depuis sa création (certaines n'ont plus cours aujourd'hui):
  - Échanges entre institutions partenaires.
  - Évaluations externes (ratings) et diagnostic des pratiques de protection des clients.
  - Production et diffusion de bulletins d'information et d'échange.
  - Animation d'un site Internet public et d'un portail interne réservé aux membres.
  - Organisation et promotion d'un Programme de partenaires exceptionnels visant à reconnaître l'engagement exceptionnel de certains membres de Proxfin).

- Inclusion de représentants de Proxfin à des communautés de pratiques.
- De plus, Proxfin tient chaque année un séminaire technique durant lequel des représentants de toutes les institutions financières membres se regroupent pour discuter d'une thématique liée à la finance inclusive. Une année sur deux, ces séminaires se tiennent au Québec et sont organisés par DID. En octobre 2019, le Centre financier aux entrepreneurs de Tunisie (CFE) a reçu les autres membres de Proxfin. Ce séminaire comportait des visites des bureaux du CFE, incluant une présentation de leurs activités et fonctionnement. La thématique de ce séminaire était celle des "services d'accompagnement aux entrepreneurs."
  - Les thématiques abordées au cours des années ont inclus la gestion des risques, la performance sociale, la crise financière de 2008, la sécurité alimentaire, le financement de l'habitat, le financement aux entrepreneurs, la gouvernance, le financement agricole et rural, la finance numérique et les services d'accompagnement aux entrepreneurs (Tunisie).

## RÉSULTATS À DATE

- L'esprit du partenariat s'appuie sur le principe que l'expertise se développe dans l'expérimentation et s'enrichit dans le partage. L'engagement réciproque et la mise en réseau d'une somme d'expertises et d'expériences se font donc dans le but commun de tisser des liens plus serrés entre DID et ses partenaires, de développer davantage les compétences des acteurs du réseau et d'en assurer la pérennité.
- Grâce à Proxfin, une gamme de réalisations ont vu le jour telles que des produits d'assurance, des cartes de débit et de crédit, un bureau de vérificateurs indépendants, un service transactionnel mobile.
- Au fil des ans, Proxfin a mis fin à plusieurs des activités mentionnées plus haut de manière à pouvoir concentrer les efforts et les ressources sur l'organisation du séminaire annuel, qui a généré le plus d'intérêt et le plus haut taux de participation de la part des membres. La possibilité de se rencontrer en personne et d'assister à des conférences et discussions de haut niveau, animées par des experts de Desjardins, de DID et des institutions membres de Proxfin, encourage la participation des membres malgré leurs agendas chargés et contribue le plus concrètement et efficacement au renforcement de leurs capacités, ce qui est le principal objectif de l'Association.
- Malgré l'autonomie croissante de Proxfin, DID reste au cœur du réseau. Les partenaires comptent sur DID et désirent rester informés de l'évolution de DID et de son institution mère, le Mouvement Desjardins et de leurs bonnes pratiques.

## APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Contact humain:** L'un des défis associés à Proxfin est l'animation d'échanges de manière virtuelle. L'animation d'un réseau comme celui-ci à distance peut bel et bien stimuler de la discussion, mais l'absence de contact humain rend le tout difficile et à la fois moins fructueux que ne le serait une session en personne. La présence physique, en conséquence, est un grand facteur de succès du séminaire annuel.
- **Intérêts partagés:** Un succès permis par la coopération triangulaire du projet a été de construire le réseau sur des bases communes, c'est-à-dire de s'assurer que les membres partagent les mêmes modèles de fonctionnement, valeurs et vision de développement – les membres se reconnaissaient ainsi les uns dans les autres et un intérêt pour le partage a été exprimé dès le début. Malgré que le membership de Proxfin soit limité, ceci a permis des discussions ouvertes et dynamiques et a rendu le tissage de liens entre membres facile, car l'intérêt est réciproque.
  - Les membres Proxfin partagent tous l'objectif d'inclure le plus d'individus possible. Les discussions, innovations et bonnes pratiques sont axées sur le fait de ne laisser personne de côté tout en préservant la rentabilité et la viabilité des institutions financières.
- **Expansion du réseau:** Puisque le réseau se repose désormais sur des bases solides et qu'un climat de confiance s'est établi entre les membres, DID considère la possibilité d'élargir les rangs du membership pour enrichir et stimuler des échanges plus diversifiés dans l'avenir.

## RÉFÉRENCES

Développement international Desjardins. (2006, août). Association des institutions intégrées de finance de proximité, Proxfin.

Développement international Desjardins. (2018, décembre 12). *Les membres de Proxfin se donnent rendez-vous en Tunisie en 2019*. Récupéré sur Développement international Desjardins: <https://www.did.qc.ca/nouvelles/les-membres-proxfin-donnent-rendez-vous-225/>

Développement international Desjardins. (2019). *Rapport annuel 2018 - Développement international Desjardins*.

Développement international Desjardins. (s.d.). *Proxfin: Nos partenaires*. Récupéré sur Développement international Desjardins: <https://www.did.qc.ca/nos-partenaires/>

Entretien avec personnel Développement international Desjardins, décembre 2019.



# CRÉER UN SYSTÈME DE SEMENCES DE MANIOC ÉCONOMIQUEMENT DURABLE EN TANZANIE (BEST CASSAVA)

## Aperçu du projet

**Budget total** : 12 millions de dollars américains

**Durée** : 5 ans (2017-2021)

**Donateur** : Fondation Bill et Melinda Gates (11,7 millions de dollars américains)

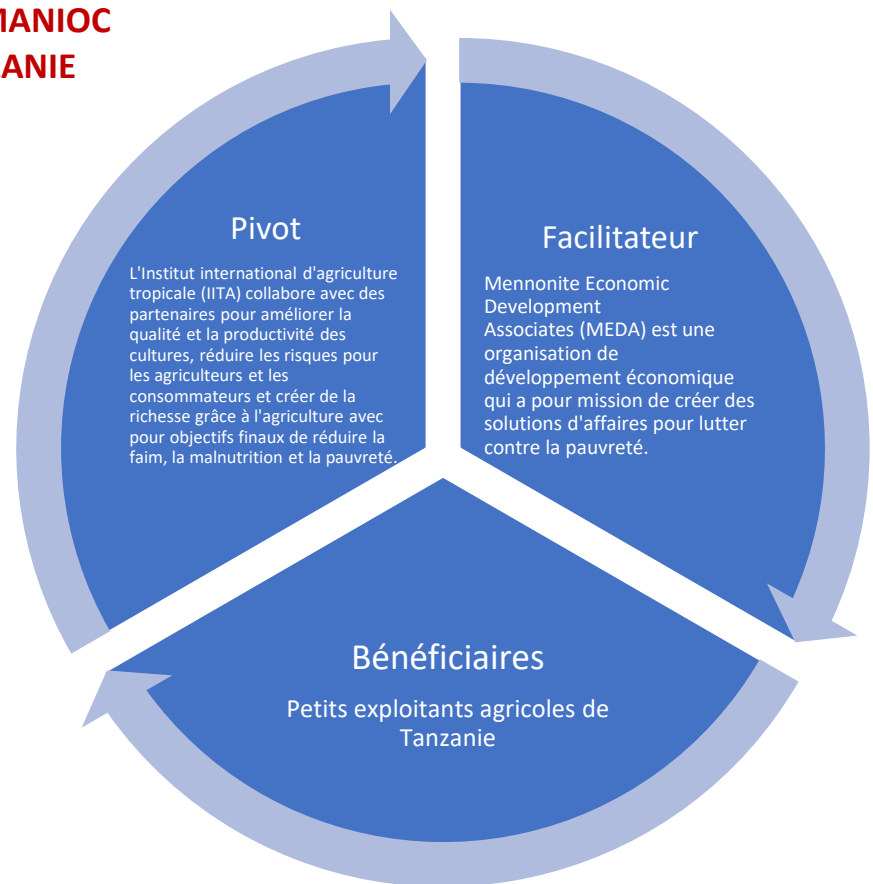
**Pivot** : Institut international d'agriculture tropicale (IITA)

**Facilitateur** : Mennonite Economic Development Associates (MEDA)

**Pays bénéficiaires** : Tanzanie

**Autres partenaires de mise en œuvre** : Tanzania Agricultural Research Institute (TARI), Tanzania Official Seed Certification Institute (TOSCI)

**Secteur et axe d'intervention** : Agriculture, amélioration des moyens de subsistance



## OBJECTIF

La culture du manioc est essentielle pour les millions de petits exploitants agricoles en Tanzanie. Ayant passé de culture de survie à culture de base, la production de cette plante est actuellement en train de s'imposer comme une culture commerciale générant des moyens de subsistance durables sur le plan économique pour les agriculteurs, ce qui est de plus en plus important dans la transformation de l'agriculture en Tanzanie. BEST Cassava est un projet quinquennal qui vise à donner des moyens d'agir à plus de 430 entreprises de semences de manioc privées qui cibleront directement environ 29 000 petits agriculteurs et seront profitables à environ 1 million d'agriculteurs et à leurs ménages dans 11 régions parmi les trois zones (zones du Sud, de l'Est et du Lac). La vision du projet est de permettre l'amélioration de la productivité du manioc et des revenus des petits agriculteurs en Tanzanie grâce à un système de semences abordables et accessibles commercialisées pour produire des variétés améliorées et résistantes aux maladies dont la qualité est assurée.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet est mis en œuvre par Mennonite Economic Development Associates (MEDA) en partenariat avec l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), le Tanzanian Agriculture Research Institute (TARI) et le Tanzania Official Seed Certification Institute (TOSCI). En tant que partenaire facilitateur, MEDA supervise les activités du projet et fournit une expertise sur le maintien d'un modèle d'entreprise axé sur la commercialisation dans le système de semences de manioc. À titre de partenaire pivot, l'IITA fournit une expertise régionale en agronomie et met à contribution des professionnels africains. L'IITA est engagé dans chaque activité principale du projet et met à profit les leçons tirées d'autres projets parallèles sur le manioc en cours sur le continent. L'IITA collabore étroitement avec le TARI et le TOSCI (bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre) pour rendre ces organisations locales mieux en mesure d'améliorer l'approvisionnement en variétés supérieures dans le système de semences de manioc et d'assurer le contrôle de la qualité du manioc. Le TARI et le TOSCI continueront de remplir ces fonctions une fois le projet terminé.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

Afin d'établir un système durable de semences de manioc commercialisées, le projet soutient des activités pour :

- augmenter l'utilisation de variétés de manioc (rentables), supérieures et résistantes aux maladies que préfèrent les petits agriculteurs et d'autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement de semences commerciales (dirigés par l'IITA et le TARI);
- permettre aux institutions gouvernementales qui collaborent avec le secteur privé d'établir un environnement pour élargir la distribution des semences du laboratoire où elles ont été développées aux agriculteurs et pour établir les lignes directrices de l'accréditation de qualité (dirigé par l'IITA et le TOSCI);
- augmenter la capacité du secteur privé à mettre en place une dynamique chaîne d'approvisionnement du manioc commercialisé (volet dirigé par MEDA et appuyé par l'IITA).

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Un système de semences a été créé pour permettre aux agriculteurs d'avoir accès à un approvisionnement durable en variétés de manioc résistantes aux maladies. Le projet a facilité la mise en circulation de cinq nouvelles variétés résistantes aux maladies qui seront intégrées au système de semences.
- Le gouvernement est mieux en mesure d'assurer un approvisionnement continu et durable en variétés supérieures et résistantes aux maladies, lesquelles sont devenues plus accessibles.
- Le système de certification est mieux en mesure d'assurer une qualité rentable et durable ainsi que la résistance aux maladies dans les chaînes d'approvisionnement de semences de manioc commercialisées.
- 60 inspecteurs autorisés en semences ont été formés et sont maintenant capables d'inspecter la qualité du manioc à l'échelle locale.
- De nouvelles méthodes de diagnostic sont conçues et mises à l'essai pour pouvoir diagnostiquer instantanément des maladies du manioc.
- 489 entreprises de semences de manioc privées enregistrées démontrent la rentabilité constante de la culture des semences de manioc.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Durabilité** : MEDA et ses partenaires sont déterminés à mettre à profit les capacités de leurs partenaires locaux. Cette approche permet de s'assurer qu'un projet peut être autosuffisant. L'inclusion de l'expertise locale représente l'un des principaux moyens d'assurer la durabilité.
- **Relations** : En général, les relations de travail dans le cadre du projet étaient bonnes. La collaboration régulière avec les partenaires a permis d'établir la confiance et d'échanger des idées de manière à ce que les partenaires interagissent comme une grande équipe plutôt qu'à titre de partenaires individuels.

## SOURCES

Entrevue réalisée avec Mennonite Economic Development Associates, décembre 2019.

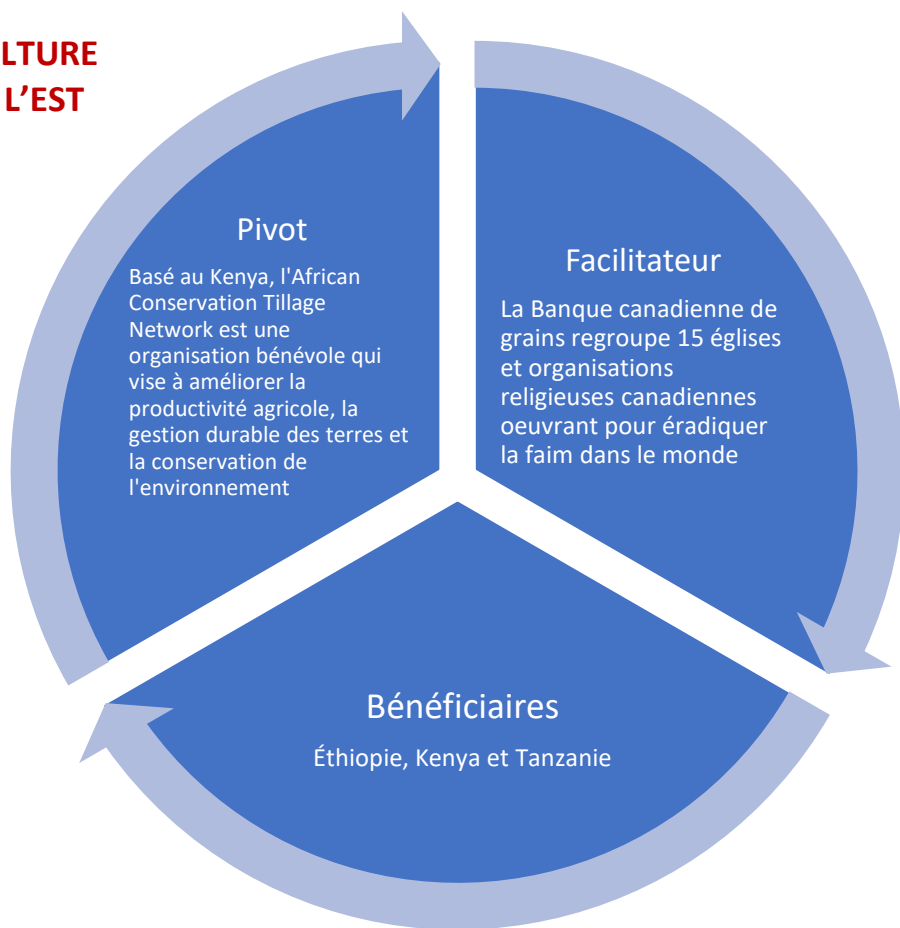
MEDA (2019). *Tanzania | Building an Economically Sustainable Seed System for Cassava in Tanzania (BEST Cassava)*. Consulté sur MEDA :

<https://www.meda.org/market-systems-projects/576-tanzania-building-an-economically-sustainable-seed-system-for-cassava-in-tanzania-best-cassava>

# ÉLARGIR LA PRATIQUE DE L'AGRICULTURE DE CONSERVATION EN AFRIQUE DE L'EST

## Aperçu du projet

**Budget total** : 18,6 millions de dollars  
**Durée** : 5 ans (2015-2020)  
**Donateur** : Affaires mondiales Canada (14 millions de dollars)  
**Pivot** : African Conservation Tillage Network (ACT), Kenya  
**Facilitateur** : Banque canadienne de grains (4,6 millions de dollars), Canada  
**Pays bénéficiaires** : Éthiopie, Kenya et Tanzanie  
**Autres partenaires de mise en œuvre** : Comité central mennonite, Tearfund Canada et World Renew  
**Secteur et axe d'intervention** : Agriculture, amélioration des moyens de subsistance



## OBJECTIF

L'élargissement de la pratique de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Est est un programme quinquennal (2015-2020) de la Banque canadienne de grains (BCG) qui vise à permettre à 50 000 petits exploitants agricoles d'Éthiopie, du Kenya et de la Tanzanie de pratiquer l'agriculture de conservation. Cette dernière est axée sur l'amélioration de la fertilité des sols, l'augmentation de la rétention de l'humidité et la réduction de l'érosion et du travail du sol au moyen de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Ainsi, ce type d'agriculture est une manière efficace d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs les plus pauvres tout en encourageant la durabilité, le renforcement du pouvoir des femmes et l'élimination des obstacles financiers.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

La BCG travaille avec ses membres, le Comité central mennonite, Tearfund Canada, World Renew et 11 partenaires de mise en œuvre locaux pour réaliser le projet appuyé par Affaires mondiales Canada. Le projet comprend un partenariat avec l'African Conservation Tillage Network (ACT) dans le but de créer un environnement favorable à la mise en œuvre de politiques et de programmes propices à l'agriculture de conservation en mobilisant les représentants de gouvernements locaux, régionaux et nationaux des trois pays visés par le programme. L'ACT agit à titre de partenaire pivot en mettant son expertise en élaboration de politiques adaptées à la culture dans la région au service du programme. L'ACT a non seulement réussi à établir un dialogue fructueux avec les gouvernements au sujet de l'agriculture de conservation, mais a aussi mis de l'avant les préoccupations et les connaissances des agriculteurs, démontrant ainsi de manière évidente la nécessité d'effectuer des changements d'ordre politique. Les autres partenaires de mise en œuvre travaillent avec les petits exploitants agricoles, la société civile, le gouvernement et le secteur privé pour faciliter l'adoption massive de systèmes d'agriculture de conservation durables et résilients au climat.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Donner une formation aux agriculteurs sur l'agriculture de conservation animée par les partenaires locaux au moyen d'ateliers, de journées sur le terrain et d'échanges entre les agriculteurs.
- Fournir un soutien de vulgarisation offert par les partenaires à ces agriculteurs pendant que ceux-ci commencent à mettre en œuvre l'agriculture de conservation sur leur ferme.
- Concevoir un programme d'études en agriculture de conservation pour permettre aux partenaires de former les agriculteurs, les agents de vulgarisation du gouvernement et le personnel d'autres organisations non gouvernementales (ONG) locales.
- Élaborer et diffuser du contenu radiophonique en Éthiopie et en Tanzanie, en partenariat avec Radios rurales internationales, pour promouvoir les principes de l'agriculture de conservation.
- Créer des groupes d'épargne pour renforcer les moyens de subsistance des agriculteurs en facilitant l'épargne locale et l'accès au crédit.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Les plateformes d'échange de connaissances dans chaque pays ont rassemblé des ONG locales et internationales, des institutions gouvernementales, des universités et des membres du secteur privé pour favoriser la collaboration et renforcer les capacités du secteur.
- La formation sur l'agriculture de conservation donnée aux agriculteurs participants (53 917 agriculteurs desquels 28 039 étaient des femmes en date de mars 2019) leur a permis de prendre part à des marchés locaux et de créer des chaînes de valeur pour l'achat d'intrants et la vente de produits agricoles.
- En date de mars 2019, 42 495 agriculteurs (21 450 femmes) appliquaient deux des trois principes de l'agriculture de conservation, et près de la moitié des ménages agricoles pratiquant l'agriculture de conservation avaient 12 mois d'alimentation suffisante.
- En plus des économies de temps rendues possibles grâce à l'agriculture de conservation, les agriculteurs ont déclaré un bénéfice net de 999 \$ CA en raison du rendement des cultures, et un peu plus de la moitié des participants considèrent que leur ménage a les moyens financiers de subvenir à ses besoins.
- La participation au programme a permis de renforcer le pouvoir des femmes en venant améliorer leur accès aux finances de leur ménage.
- Le projet a aussi mené à la création de 1 091 groupes d'épargne et de crédit comptant 24 329 membres (18 677 femmes) et à l'organisation de campagnes radiophoniques de promotion de l'agriculture de conservation dans différentes régions.
- Il s'est produit une amélioration des politiques sur plusieurs points pour appuyer l'agriculture de conservation. L'accès de l'ACT à des spécialistes locaux et régionaux a aidé à favoriser un changement vers des pratiques agricoles plus durables qui continuent d'avoir une influence positive sur la politique du gouvernement.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRIS

- **Avantage réciproque** : Il a été bénéfique pour la BCG et l'ACT de travailler ensemble dans le cadre de la coopération triangulaire. La BCG a obtenu un accès à la région et au secteur, avec l'aide de l'ACT, à titre d'organisation reconnue, bien informée et digne de foi. L'ACT a, pour sa part, accru sa notoriété en travaillant avec l'organisation canadienne.
- **Attentes claires** : Au début du partenariat, le rôle de chaque partenaire et le rôle précis de l'ACT n'étaient pas toujours clairs en ce qui a trait aux objectifs politiques du projet. Ce point s'est amélioré avec le temps, mais a mis en évidence le fait qu'il faut s'assurer de la clarté des rôles et des responsabilités lorsqu'on établit ce genre de partenariat.
- **Expertise locale** : Les stratégies de mobilisation et les stratégies générales du projet étaient mieux éclairées au sujet des subtilités culturelles grâce à la contribution de l'ACT au projet. L'établissement d'un partenariat avec l'ACT pour que l'organisation engage un expert local qui travaille sous sa direction plutôt que d'embaucher du personnel de la BCG pour réaliser le travail lié aux politiques du projet a permis d'obtenir des résultats fructueux, mais inattendus, sur le plan de la réalisation de progrès importants sur les objectifs politiques du projet.

## SOURCES

Entrevue réalisée avec le personnel de la BCG, octobre 2019.

*Project Map* (2019). Consulté sur Canadian Foodgrains Bank [Banque canadienne de grains] : <https://foodgrainsbank.ca/our-work-2/project-map>

*Profil de projet — Mise à niveau de l'agriculture de conservation en Afrique de l'Est* (s.d.). Consulté sur Gouvernement du Canada :

<https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001636001?Lang=fra>

# ÉVALUATION DES DANGERS ET DU RISQUE AU NÉPAL (NHRA)

## Aperçu du projet

**Budget total :** 200 000 \$

**Durée :** 18 mois (2009-2010)

**Donateur :** Banque mondiale

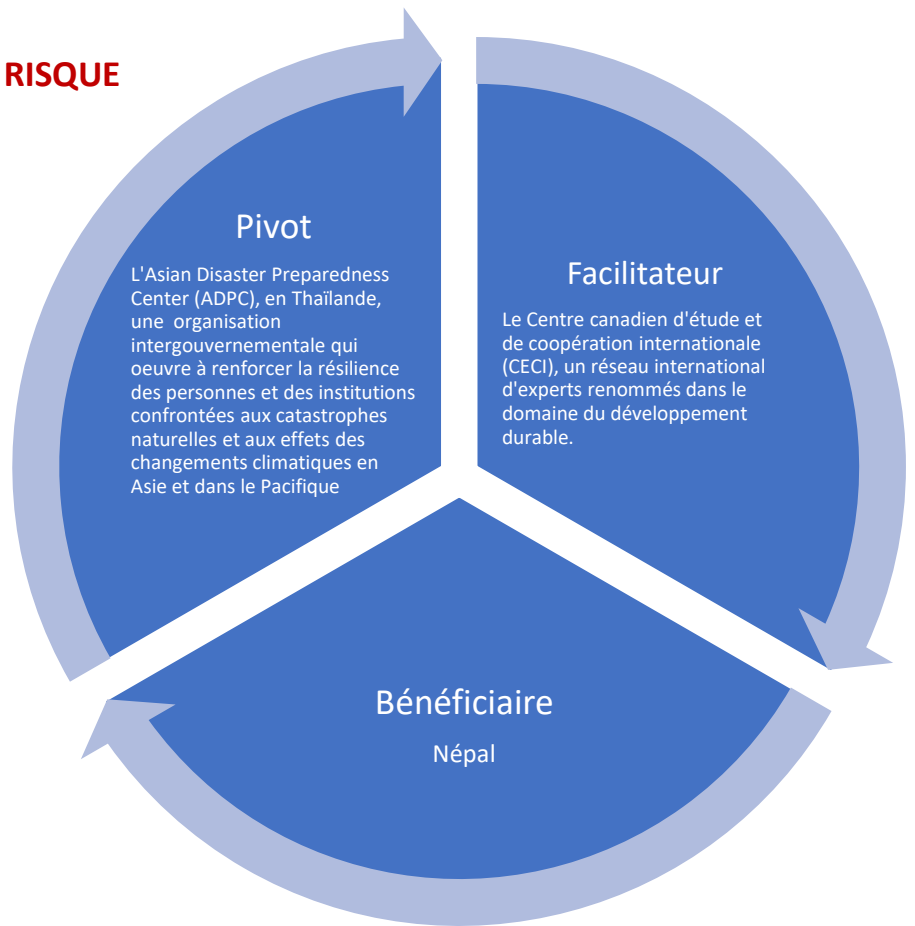
**Pivot :** Asian Disaster Preparedness Center (ADPC), Thaïlande

**Facilitateur :** Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), Canada

**Pays bénéficiaire :** Népal

**Autres partenaires de mise en œuvre :** Gouvernement du Népal, ministère de l'Intérieur, Institut géotechnique norvégien (NGI)

**Secteur et axe d'intervention :** Gestion des changements climatiques et des catastrophes



## OBJECTIF

Le projet d'évaluation des dangers et du risque au Népal (NHRA), d'une durée d'un an, ayant visé les objectifs suivants :

- préparer un rapport de synthèse du risque associé aux principaux dangers au Népal à l'échelle nationale et infranationale, en effectuant une analyse documentaire des études, des analyses, des évaluations et des rapports existants;
- présenter un aperçu de l'évaluation de la vulnérabilité pour le Népal;
- élaborer une analyse économique détaillée utilisant une modélisation de la probabilité des pertes associées aux risques du pays, réalisée à partir des pertes économiques prévues selon les dangers envisagés, et recenser les régions géographiques à risque élevé.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Mis en œuvre par le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), l'Asian Disaster Preparedness Center (ADPC) et l'Institut géotechnique norvégien (NGI)<sup>2</sup> au Népal, le projet comportait des interactions avec des intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux. Un comité consultatif du projet a été constitué pour donner des conseils et des orientations sur la méthodologie, le processus de l'étude, ainsi que l'examen et le suivi des progrès. Le comité comptait parmi ses membres toutes les institutions gouvernementales concernées par les catastrophes naturelles, telles que le ministère de la Météorologie et de l'Hydrologie, le ministère des Mines et de la Géologie, le ministère du Cadastre, le ministère de la Prévention des catastrophes d'origine hydrique, le ministère des Services de santé, le ministère de l'Agriculture et la commission nationale de planification. La coopération était cruciale pour le succès de ce projet, puisque celui-ci avait besoin de données existantes utilisées par des institutions gouvernementales.

En tant que partenaire pivot, l'ADPC a collaboré avec les institutions gouvernementales sur tous les aspects de la mise en œuvre du projet. Des accords de partenariat en cours et l'expérience antérieure de travail de l'ADPC avec les ministères ont permis d'assurer avec ceux-ci des liens étroits qui ont facilité la collecte de données secondaires, l'échange de renseignements propres à chaque danger et la diffusion d'autres données pertinentes pour l'étude.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Tenir des réunions bilatérales avec les intervenants pour clarifier les objectifs du projet et les contributions à celui-ci. Ainsi, la coopération des organisations gouvernementales a été renforcée, et le projet a pu progresser comme prévu.

<sup>2</sup> NGI est un regroupement de spécialistes en géotechnique de premier plan et un centre de recherche et de consultation international en ingénierie des sciences de la Terre, dans les domaines de l'énergie extracôtière (édifices, construction et transport), des risques naturels et du génie de l'environnement.

- Collecter, générer et préparer les données.
- Organiser des ateliers avec les intervenants clés pour développer la méthodologie de recherche et s'informer sur la méthodologie d'évaluation des dangers et du risque.
- Développer une méthode d'évaluation des dangers et analyser les résultats.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Les résultats du projet comprennent un rapport de synthèse sur les risques associés aux principaux dangers au Népal, un aperçu de l'évaluation de la vulnérabilité et une analyse économique détaillée utilisant la modélisation de probabilité. Le processus de recherche a révélé que les agences gouvernementales du Népal collectaient suffisamment de données utiles et de renseignements nécessaires pour effectuer des évaluations de vulnérabilité et une analyse économique du pays qui utilise la modélisation de la probabilité des pertes. L'étude contribuera au développement d'outils permettant l'évaluation de la vulnérabilité physique de divers actifs au niveau des districts. Cela permettra de mieux cerner les secteurs les plus vulnérables et les mesures nécessaires pour réduire les répercussions.
- Compte tenu des principaux dangers, tels que les inondations, les glissements de terrain, les sécheresses et les tremblements de terre, les conclusions de la recherche ont jeté des bases en vue d'intégrer des stratégies de réduction du risque adéquates et de faire de celles-ci une priorité dans la planification du développement pour le gouvernement du Népal. Ainsi, des décideurs du gouvernement ont pu, grâce au projet, donner la priorité à des investissements liés à l'atténuation des risques ainsi qu'à des mesures visant à renforcer la préparation et les mécanismes de réponse aux situations d'urgence, pour réduire les possibles pertes et dommages causés par des catastrophes naturelles dans l'avenir. On espère que la conclusion de l'étude facilitera le soutien financier des organisations internationales aux mesures et aux actions visant à réduire le risque associé aux dangers naturels au Népal.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Attentes claires :** La répartition initiale des pouvoirs et des responsabilités parmi les partenaires n'était pas claire. Cependant, la responsabilisation et la transparence ont été rendues possibles par des réunions régulières et une communication claire.

## SOURCES

Asian Disaster Preparedness Center (2010). *Nepal Hazard Risk Assessment*. Consulté sur Asian Disaster Preparedness Center : [https://www.adpc.net/igo/category/ID276/doc/2013-b27lym-ADPC-NHRA\\_Report.pdf](https://www.adpc.net/igo/category/ID276/doc/2013-b27lym-ADPC-NHRA_Report.pdf)

Asian Disaster Preparedness Center (janvier 2010). *Nepal Hazard Risk Assessment Trimester Report: Period November 2009 – January 2010*. Consulté sur Asian Disaster Preparedness Center : [https://www.preventionweb.net/files/14314\\_20092TNHRA1.pdf](https://www.preventionweb.net/files/14314_20092TNHRA1.pdf)

Entrevue avec des employés du CECL, décembre 2019.



## LUTTER CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES (PLUVIF)

### Aperçu du projet

**Budget total :** 13 150 042 \$

**Durée :** 7 ans (2010-2017)

**Donateur :** Affaires mondiales  
Canada (12 900 042 \$)

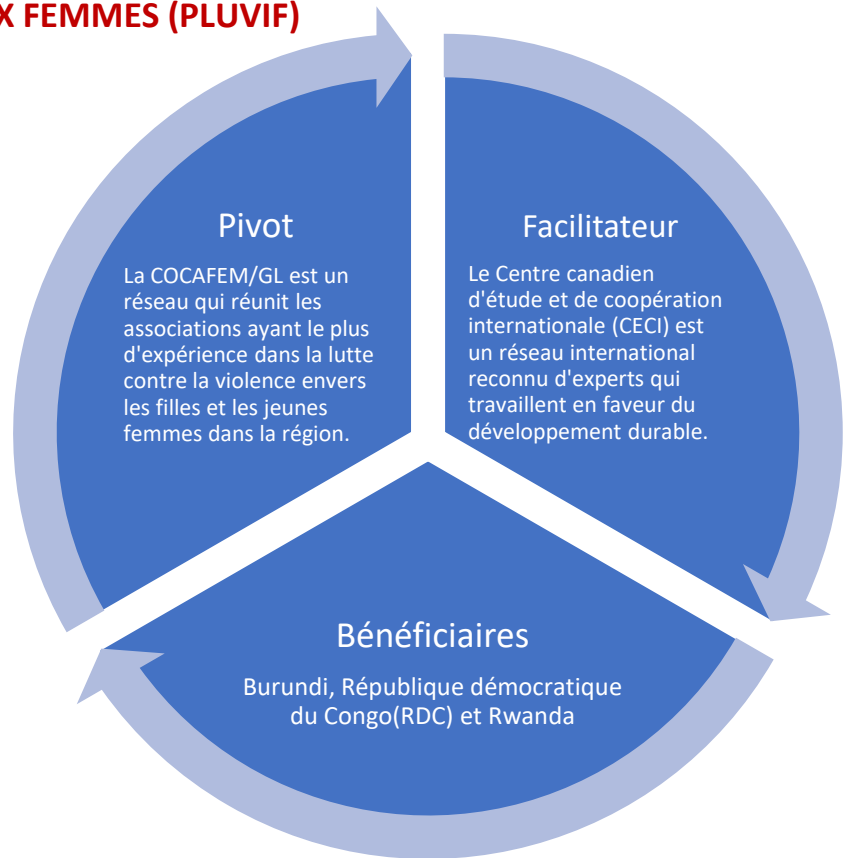
**Pivot :** Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM/GL) (100 000 \$)

**Facilitateur :** Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) (150 000 \$), Canada

**Pays bénéficiaires :** Burundi, République démocratique du Congo (RDC) et Rwanda

**Autres partenaires de mise en œuvre :**  
11 membres collectifs; CAFOB, Association Dushirehamwe, RFP (Burundi), Pro-Femmes, YWCA, RRP+ (Rwanda), CAFED, COFAS, UFCOD, CFPD, CONAFED (RDC)<sup>3</sup>.

**Secteur et axe d'intervention :** Violence sexuelle et sexiste



### OBJECTIF

D'une durée de sept années, le projet de lutte contre la violence faite aux femmes (PLUVIF) vise à assurer la protection et le respect de l'intégrité physique et psychologique des femmes et des filles au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda. Il a pour objectif de mobiliser les organisations de la société civile, les communautés et les décideurs locaux pour qu'ils prennent des mesures contre la violence sexuelle et sexiste (VSS) à tous les échelons de la société. Le projet comprend un volet visant à s'attaquer aux causes de la VSS en ouvrant un dialogue politique pour l'application ou l'amélioration de lois et d'engagements. Il encourage l'accès à la justice pour punir les auteurs d'actes violents et réduire l'impunité et cherche à fournir aux victimes un accès à des services complets, englobant les services en santé physique et mentale, juridiques, judiciaires, psychologiques et de réinsertion socioéconomique. Dans l'ensemble, le projet vise à accroître la protection et le respect de l'intégrité physique et morale des filles et des jeunes femmes dans la région des Grands Lacs.

### PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet est mis en œuvre par la Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM/GL, partenaire pivot), avec l'aide du CECI (facilitateur) et est financé par Affaires mondiales Canada. Le projet PLUVIF cherche à renforcer le pouvoir d'acteurs locaux comme la COCAFEM/GL. L'association et ses 11 membres collectifs, un réseau de 601 organisations et 1 790 associations communautaires et groupes de femmes, sont responsables des activités régionales de communication, de surveillance et de promotion.

### PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Élaborer et mettre en œuvre des protocoles pour aider les victimes.
- Accroître la sensibilisation de la communauté grâce à l'éducation, la formation et le dialogue politique afin de promouvoir un changement dans la manière dont les victimes sont perçues et traitées.
- Soutenir la Concertation des collectifs des associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM/GL).

### RÉSULTATS À CE JOUR

- Diffusion de messages de COCAFEM/GL par 36 organes d'information, dépassant ainsi l'objectif de 30.
- Parmi 11 causes judiciaires appuyées par le projet devant les tribunaux, 8 ont reçu un jugement, dont 7 en faveur des victimes. Depuis le début du projet, 237 jugements ont été rendus sur les 812 plaintes déposées (29 %).

<sup>3</sup> 11 membres collectifs; trois au Burundi : le Collectif des associations et ONG féminines du Burundi (CAFOB), le Réseau femmes et paix (RFP), et l'Association Dushirehamwe; trois au Rwanda : Pro-femmes, le Réseau rwandais des personnes vivant avec le VIH/SIDA (RRP+) et YWCA Rwanda; et cinq en RDC : le Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED), le Conseil des organisations des femmes agissant en synergie (COFAS), l'Union des femmes congolaises pour le développement (UFCOD), la Coalition de femmes pour la paix et le développement (CFPD), et le Comité national femme et développement (CONAFED) (RDC).

- Une aide financière a été fournie à 416 bénéficiaires pour favoriser leur réintégration socioéconomique.
- Parmi les 520 couples qui ont reçu une formation sur l'égalité hommes-femmes, 70 % des femmes et 73 % des hommes ont témoigné de changements positifs au Burundi, 63 % des couples en RDC ont affirmé qu'ils vivent maintenant en harmonie et 84 % des couples ont fait part du même résultat au Rwanda.
- Plus de personnes ayant vécu de la VSS ont pu avoir accès à des services médicaux, psychosociaux et juridiques essentiels comparativement au nombre escompté au cours de la période de rapport. Par exemple, en RDC seulement, plus de 1 080 femmes ont eu accès à des services même si l'objectif du projet était 840 femmes.
- Au total, 676 dirigeants communautaires ont été sensibilisés à la VSS, à ses causes et à ses conséquences et aux services disponibles pour aider les victimes de VSS ainsi qu'à leur rôle à titre de dirigeants dans la prévention et l'éradication de ce type de violence. Une évaluation préliminaire révèle des changements dans l'attitude de certains dirigeants et certains d'entre eux s'engagent à montrer l'exemple de ce qui est acceptable.
- Le soutien fourni à la COCAFEM/GL a conduit à l'établissement d'un partenariat officiel avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), un partenaire essentiel dans la lutte contre la VSS dans la région des Grands Lacs. La COCAFEM/GL et la CIRGL ont récemment condamné les violations des droits de la personne et la violence envers les femmes dans l'est de la RDC au moyen d'un communiqué de presse conjoint.
- La COCAFEM/GL a approché 18 sources de médias locaux et nationaux pour diffuser des messages pour condamner la VSS dans la région des Grands Lacs.
- La COCAFEM/GL a gagné en notoriété dans la lutte contre la VSS à l'échelle régionale.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Relations** : Des conflits ou des tensions entre les pays ont parfois influé sur les relations entre les membres de la COCAFEM/GL. Dans un cas, les différences régionales ont presque paralysé les mesures de promotion conjointes. Pour assurer le succès du projet, un soutien a été fourni à la COCAFEM/GL afin que l'organisation puisse acquérir des mécanismes et des outils de prévention et de gestion de conflits.
- **Capacités** : En raison du rôle central de la COCAFEM/GL dans la mise en œuvre de mesures, un volet sur le renforcement des capacités était nécessaire dans le projet et devait comprendre des ressources dédiées à cette fin dans l'équipe de projet et un plan pour assurer que les partenaires avaient les ressources humaines requises pour atteindre des résultats. Le projet bénéficiait d'un soutien au sein de l'équipe responsable (gestion et personnel technique, employés) et de l'équipe de gestion (élue).
- **Clarté des rôles** : Au départ, le partage des pouvoirs et des responsabilités entre les partenaires n'était pas clair. Des réunions régulières et une communication claire ont permis la responsabilisation et la transparence, qui, à leur tour, ont clarifié les rôles.

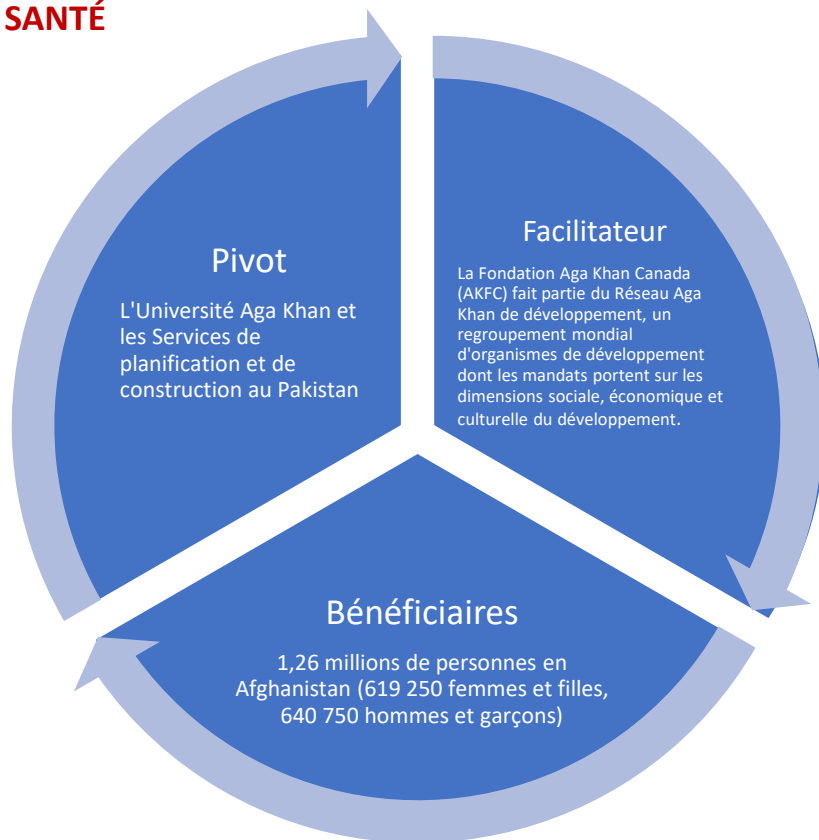
## SOURCES

- CanSFE (2020). *Lutte contre la violence faite aux filles et jeunes femmes dans la région des Grands Lacs - II*. Consulté sur Explorateur de projets une initiative du CanSFE : <https://www.canwach.ca/fr/explorateur-de-projets#/project-details/5#description>
- CanSFE (18 novembre 2018). *Bulletin statistique mensuel* : novembre 2018. Consulté sur Les bulletins du CanSFE : <https://www.canwach.ca/fr/articles/bulletin-statistique-mensuel-novembre-2018>
- Centre d'étude et de coopération internationale (septembre 2016). *Les bonnes pratiques de la COCAFEM/GL*. Consulté sur Centre d'étude et de coopération internationale : <https://ceci.ca/data/fr-cocafem-gl-aps-final-2016-10-09.pdf>
- Gouvernement du Canada (s.d.). *Profil de projet — Lutte contre les violences faites aux filles et jeunes femmes dans la région des Grands Lacs - I*. Consulté sur Gouvernement du Canada : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/A033944001?Lang=fra>
- Gouvernement du Canada (s.d.). *Profil de projet — Lutte contre la violence faite aux filles et jeunes femmes dans la région des Grands Lacs - II*. Consulté sur Gouvernement du Canada : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/A033944002?Lang=fra>
- Entrevue réalisée avec le personnel du CECL, décembre 2019.

# PLAN D'ACTION POUR LE SECTEUR DE LA SANTÉ EN AFGHANISTAN (HAPA)

## Aperçu du projet

**Budget total :** 75,2 millions de dollars  
**Durée :** 5 ans (2015-2020)  
**Donateurs :** Affaires mondiales Canada (55 millions de dollars), Agence française de développement (13,2 millions), Fondation Aga Khan Canada (AKFC) (7 millions)  
**Pivots :** Université Aga Khan et Services de planification et de construction Aga Khan, Pakistan  
**Facilitateur :** AKFC  
**Pays bénéficiaires :** Afghanistan  
**Autres partenaires de mise en œuvre :** Services de santé Aga Khan, Afghanistan; Université Aga Khan, Academic Projects Afghanistan; Fondation Aga Khan, Afghanistan; Services de santé Aga Khan; Services de planification et de construction Aga Khan; Institut médical français pour la mère et l'enfant et La Chaîne de l'espoir  
**Secteur et axe d'intervention :** Santé, sécurité alimentaire et nutrition, égalité hommes-femmes



## OBJECTIF

Le Plan d'action pour le secteur de la santé en Afghanistan (HAPA) du Réseau Aga Khan de développement est une initiative quinquennale multisectorielle regroupant de multiples donateurs, qui vise à améliorer l'état de santé de la population dans certaines provinces d'Afghanistan (Badakhshan, Baghlan et Bamiyan) en mettant l'accent sur les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de cinq ans. Ce projet a pour but de remédier à la pénurie de ressources humaines dans le domaine de la santé en Afghanistan en accordant une attention particulière au manque de travailleuses en santé (sages-femmes, infirmières et médecins), ainsi qu'à la pénurie critique de médecins spécialistes pouvant fournir des soins tertiaires de qualité. Le projet cherche à :

- élargir la gamme d'institutions et de services de santé de qualité dans les régions rurales et éloignées et l'accès à des soins de santé de qualité grâce à l'expansion des services de santé en ligne;
- renforcer la disponibilité et la qualité des ressources humaines dans la prestation de services de soins de santé;
- améliorer les pratiques en matière de santé dans les populations rurales, surtout celles liées à la nutrition.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Les partenaires qui participent au HAPA sont, entre autres, le ministère de la Santé publique (MSP), la Fondation Aga Khan Afghanistan (FAKA), l'Institut médical français pour la mère et l'enfant (IMFE), La Chaîne de l'espoir et les Services de santé Aga Khan (SSAK). Le MSP fournit un leadership et les directives pour mettre en œuvre la politique en matière de santé. La FAKA coordonne les programmes intégrés multisectoriels et multidonateurs en santé, en agriculture, en infrastructure, en développement des marchés, en éducation et dans la société civile avec l'aide du MSP. Affaires mondiales Canada soutient l'initiative en collaboration avec l'Agence française de développement et la Fondation Aga Khan Canada (FAKC). Cette dernière, spécialisée en développement rural, en santé et en programmes d'éducation, fournit une aide à la gestion des subventions dans le cadre du HAPA et agit à titre de facilitateur.

L'Université Aga Khan (UAK), établie à Karachi, au Pakistan, est le partenaire pivot qui appuie l'augmentation de l'effectif dans le cadre du HAPA en Afghanistan. L'UAK collabore avec l'Institut national des sciences de la santé pour le personnel infirmier, les sages-femmes et les travailleurs paramédicaux et l'IMFE pour soutenir la formation, le renforcement des capacités et le mentorat. Plus précisément, l'UAK soutient les programmes de formation en soins infirmiers et pour les sages-femmes, qui comprennent des améliorations aux programmes, des milieux d'apprentissage appropriés, des laboratoires d'enseignement et de compétences et le renforcement des capacités des facultés et des normes d'enseignement. L'UAK fournit également du personnel essentiel pour que des soins de qualité puissent être offerts aux mères et aux enfants, notamment des sages-femmes, du personnel infirmier et des médecins spécialistes. L'IMFE, un hôpital de soins tertiaires géré par le Réseau Aga Khan de développement, est le premier hôpital certifié ISO en Afghanistan et il comprend un programme moderne d'études médicales supérieures.

En tant que première institution de santé internationale, philanthropique, publique-privée et à but non lucratif à Kaboul, en Afghanistan, l'IMFE a fourni des soins tertiaires de grande qualité à environ 300 millions de bénéficiaires directs. La Chaîne de l'espoir fournit un soutien médical et clinique au moyen de missions à court et à long terme en collaboration avec le Réseau Aga Khan de développement pour aider l'IMFE. Les SSAK fournissent des services de soins de santé principalement au nom du gouvernement, notamment l'ensemble de services de santé de base et l'ensemble de services de santé critiques du gouvernement de l'Afghanistan. Finalement, les Services de planification et de construction Aga Khan, dont le siège se trouve à Karachi au Pakistan, sont un partenaire de collaboration et ils soutiennent les projets d'infrastructure et d'agrandissement relativement aux installations de soins de santé. Les Services de planification et de construction Aga Khan atteignent ces buts grâce à la fourniture de matériel, à la prestation d'une aide technique et à des services de gestion de la construction pour les régions urbaines et rurales.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Former le personnel infirmier, les sages-femmes et les travailleurs paramédicaux et autres préalablement à leur emploi ainsi qu'en milieu de travail et donner une formation spécialisée aux infirmières et aux femmes médecins en gestion des soins obstétricaux et néonataux d'urgence.
- Développer des infrastructures de santé essentielles, notamment réparer et entretenir des installations de santé pour soutenir les soins obstétricaux et néonataux d'urgence et construire des salles d'attente de maternité pour les femmes habitant en régions éloignées dont la grossesse est compliquée ou à haut risque afin de s'assurer qu'elles ont accès à un centre de naissances.
- Mettre en œuvre des campagnes à l'échelle communautaire pour améliorer les comportements en matière de santé relativement à la nutrition, à la santé des enfants et à l'hygiène.
- Diversifier l'ensemble de services de santé de base pour améliorer l'état de santé en améliorant les services de vaccination mobiles et de routine, en déployant des efforts ciblés pour lutter contre la malnutrition, en améliorant la supervision et le soutien aux activités de sensibilisation communautaire en matière de santé et à l'élaboration de processus continus d'amélioration de la qualité.
- Diversifier l'ensemble de services de santé critiques pour améliorer la qualité et promouvoir les pratiques exemplaires en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) en appuyant une augmentation des services de SMNE à l'hôpital provincial de Faizabad. Le Centre d'excellence formera du personnel et fournira des soins dans le domaine de la SMNE et versera 1,3 million de dollars pour augmenter la capacité du centre pour enfants pour accueillir 47 enfants et leurs familles pour les cas qui nécessitent des interventions chirurgicales poussées, qui ne peuvent pas être effectuées à l'échelle provinciale.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Des améliorations importantes ont été apportées à l'infrastructure, notamment la construction de la phase 2 de l'hôpital provincial de Bamiyan qui compte 140 lits et dessert une population de 400 000 Afghans, et de l'équipement médical a été fourni pour la nouvelle unité obstétrique de l'IMFE qui offre des services de santé maternelle à plus de 43 000 mères et enfants. De plus, 15 installations de santé en régions éloignées ont été équipées pour être en mesure de fournir rapidement et efficacement des services de soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base.
- La prestation de services de santé en ligne a permis d'aider 2 000 Afghans dont la moitié était des femmes.
- Des cliniques mobiles de vaccination ont permis de fournir une vaccination de base à 31 000 enfants de moins de deux ans dans des régions difficiles d'accès.
- Un programme transfrontalier a été mis en œuvre entre l'Afghanistan et le Tadjikistan en collaboration avec le gouvernement du Tadjikistan. Plus de 3 000 patients ont reçu les services de spécialistes tadjiks dans des Centres de soins de santé globaux afghans, une augmentation de 2 500 personnes dans les communautés vulnérables.
- L'effectif en santé a été renforcé, tant en quantité qu'en qualité, en accordant une importance particulière aux soins infirmiers et à la profession de sage-femme, afin de compter plus de 2 900 travailleurs formés dans le domaine de la santé aux échelons national et provincial, dont plus du tiers était des femmes, et plus de 500 prestataires de soins formés au sujet des services de santé maternels essentiels.
- Les résultats ont été améliorés au chapitre de l'enseignement supérieur, ce qui comprend 45 médecins spécialistes qui ont obtenu leur diplôme d'études supérieures dans sept disciplines médicales et plus de 320 personnes qui ont obtenu un certificat ou un diplôme en soins infirmiers et de sage-femme. Plus de 540 enseignants de la faculté des soins infirmiers ont reçu des ressources normalisées pour planifier leurs cours afin de renforcer les normes d'enseignement en soins infirmiers.
- La plus grande mobilisation de la société civile et de la communauté a permis de les rendre mieux en mesure de favoriser de bonnes pratiques de santé. Une attention particulière est accordée aux aspects de la nutrition qui touchent les femmes. Plus de 13 000 femmes ont reçu des visites à domicile et des séances d'éducation en santé sur l'allaitement exclusif au sein, et plus de 180 ménages ont reçu une formation sur la transformation des aliments.
- On a construit 1 097 installations sanitaires dans le but d'améliorer l'hygiène communautaire. De plus, 815 points d'approvisionnement en eau ont été construits, ce qui a permis de donner accès à de l'eau potable à plus de 19 200 personnes.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Amélioration des résultats** : Le modèle de coopération triangulaire du projet HAPA et ses aspects multisectoriels et multiorganisationnels représentent une réalisation digne de mention du Réseau Aga Khan de développement et de ses partenaires. Les programmes de santé publique ont ainsi pu aller au-delà du secteur de la santé afin d'aborder divers autres facteurs sociaux ayant un effet déterminant sur la santé, notamment la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement ainsi que le revenu familial.
- **Mobilisation locale** : La participation d'intervenants locaux et influents a joué un rôle central dans les réalisations du projet HAPA, surtout en ce qui concerne les activités communautaires de promotion de la santé. La participation d'intervenants locaux assure le soutien nécessaire pour promouvoir des messages liés à la santé dans des populations locales vivant dans des régions difficiles d'accès.
- **Progrès réalisés malgré les défis** : Étant donné que le projet HAPA est mis en œuvre dans des régions d'Afghanistan qui sont aux prises avec des problèmes de sécurité, le projet demeure un exemple important de la manière dont des progrès en santé peuvent être accomplis dans des environnements peu sûrs, avec l'aide de partenaires régionaux et d'experts.

## SOURCES

Fondation Aga Khan Canada (2019). *Plan d'action pour le secteur de la santé en Afghanistan (HAPA)*. Consulté sur Fondation Aga Khan Canada : <https://www.akfc.ca/fr/our-work/plan-daction-pour-le-secteur-de-la-sante-en-afghanistan-hapa/>

CanSFE (2019). *Plan d'action pour le secteur de la santé en Afghanistan (HAPA)*. Consulté sur Explorateur de projets du CanSFE : <https://www.canwach.ca/fr/explorateur-de-projets#/project-details/91#description>

Health Action Plan For Afghanistan (HAPA) Progress Update <https://www.akfc.ca/wp-content/uploads/2019/03/HAPA.pdf>

Entrevue réalisée avec le personnel de la Fondation Aga Khan Canada, février 2020.

*Profil de projet — Appui au Plan d'action pour le secteur de la santé en Afghanistan (HAPA)* (s.d.). Consulté sur Gouvernement du Canada : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001109001?Lang=fra>

# PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SURVEILLANCE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE EN AFRIQUE FRANCOPHONE (PASIE)

## Aperçu du projet

**Budget total :** 18 millions de dollars

**Durée :** 6 ans (2016-2022)

**Donateur :** Affaires mondiales Canada

**Pivot :** Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (CREFIAP)

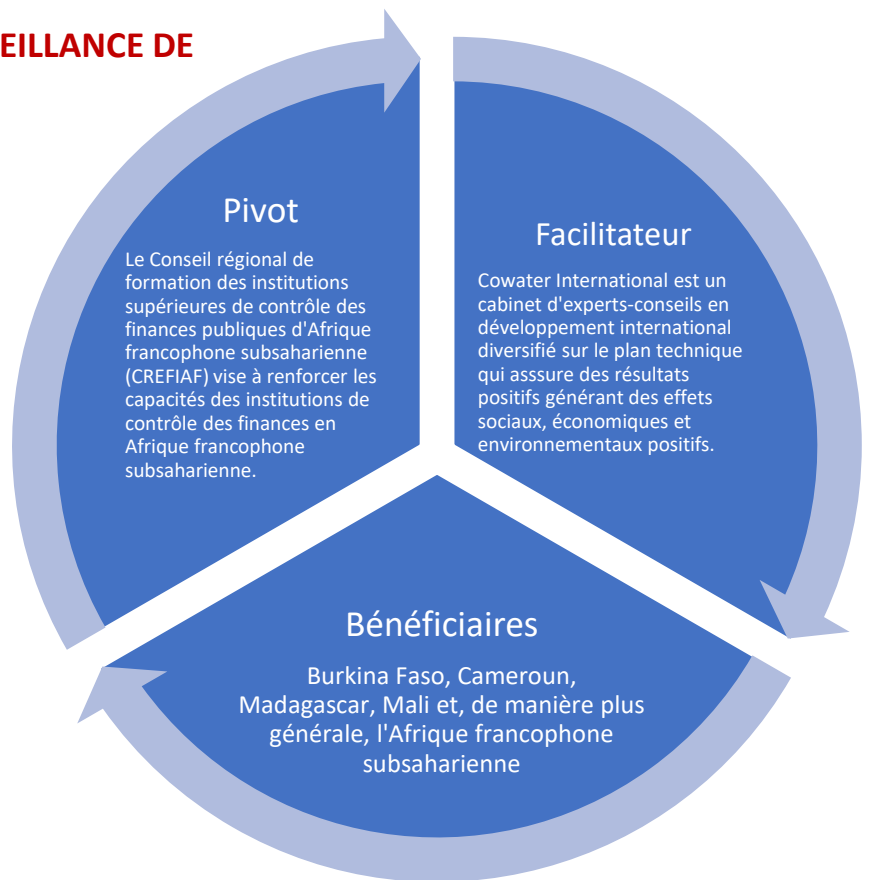
**Facilitateur :** Cowater International, Canada

**Pays bénéficiaires :** Burkina Faso, Cameroun, Madagascar et Mali

**Autres partenaires de mise en œuvre :**

Aucun

**Secteur et axe d'intervention :** Secteur de l'extraction, surveillance publique, responsabilité en matière financière et gestion générale des finances publiques



## OBJECTIF

Le Projet d'amélioration de la surveillance de l'industrie extractive en Afrique francophone subsaharienne (PASIE) est une initiative panafricaine d'une durée de six années, qui cherche à améliorer la responsabilisation publique et la transparence dans le secteur de l'extraction afin de garantir que les ressources publiques sont affectées de manière à respecter les priorités nationales en ce qui a trait à la croissance économique inclusive et durable en Afrique francophone subsaharienne. Le PASIE est mis en œuvre dans quatre pays, soit le Burkina Faso, le Cameroun, Madagascar et le Mali. Il soutient les efforts du gouvernement et de ses ministères et organisations responsables de la gestion et de la supervision des activités du secteur de l'extraction, afin de mieux surveiller les revenus tirés du secteur et les dépenses destinées à bénéficier aux citoyens et de rendre des comptes à cet effet. Le projet vise à améliorer la transparence et la reddition de comptes au sujet des activités de perception de revenus du gouvernement qui sont liées aux ressources naturelles et aux dépenses publiques en soutien à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, entre autres, en renforçant la capacité des institutions supérieures de contrôle (ISC) nationales et d'autres organes de surveillance d'auditer et de surveiller l'industrie extractive. Le PASIE soutient les efforts pour améliorer la capacité du Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (CREFIAP), un organisme régional, d'aider les ISC qui en font partie à exercer une surveillance à l'égard de l'industrie extractive, notamment par des discussions avec les gouvernements et des intervenants externes, comme la société civile.

## PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Cowater International est responsable de l'exécution du projet en partenariat avec le CREFIAP. Ensemble, ils ont mis sur pied une équipe pour superviser le plus grand projet panafricain financé par le Canada. En tant que partenaire facilitateur, Cowater International est l'agent d'exécution du PASIE et il assure la mobilisation et la coordination des ressources pour la mise en œuvre du projet en plus de présenter des rapports au gouvernement canadien. Le CREFIAP, le partenaire pivot du projet en Afrique francophone subsaharienne, est un important point d'ancrage. Grâce à ce réseau professionnel, le CREFIAP appuie les efforts de coordination des ISC participant au PASIE. Le CREFIAP accueille l'administration centrale du projet, et des bureaux locaux ont été mis en place dans chaque pays cible. La direction du PASIE est assurée par l'ancien directeur du CREFIAP et par une équipe d'experts dévoués. De plus, le projet comprend une équipe multidimensionnelle d'experts internationaux, régionaux et locaux en matière d'exploitation minière, de lois, de taxation, de contrôle, d'égalité hommes-femmes, d'environnement et de génération de revenus, entre autres.



Le projet comprend des bénéficiaires principaux et secondaires. Le PASIE soutient principalement le CREFIAF à titre d'organe infrarégional responsable du renforcement des capacités des ISC et des quatre pays ciblés dans le cadre du PASIE. Les bénéficiaires secondaires comprennent les intervenants autres que les ISC qui jouent également un rôle dans la supervision de l'industrie extractive. Dans le cadre du PASIE, on reconnaît l'importance d'assurer la durabilité du développement des compétences avec les intervenants externes, surtout les ministères et organes publics responsables, la société civile et les médias.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Élaborer sur une base régionale et nationale des lignes directrices de contrôle de l'industrie extractive, des programmes de formation et d'autres ressources techniques harmonisés avec les pratiques exemplaires internationales, comme des outils tenant compte des besoins des femmes et propres à l'environnement.
- Mener à bien des projets pilotes de contrôle de l'industrie extractive dans les pays cibles pour mettre à l'essai les lignes directrices et les ressources techniques.
- Donner des formations sur l'audit de l'industrie extractive et un encadrement en milieu de travail aux ISC et aux autres organismes nationaux de surveillance.
- Élaborer des lignes directrices et des processus pour assurer de manière systématique la participation d'intervenants, notamment les citoyens, les groupes de femmes, les organisations de la société civile, les médias et l'industrie aux processus de contrôle de l'industrie extractive.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- Le PASIE continue d'améliorer la surveillance nationale des industries extractives dans les pays cibles et le soutien régional du CREFIAF à la surveillance des industries extractives dans les 23 pays membres de l'Afrique francophone subsaharienne. Le CREFIAF demeure ainsi un centre de ressources important dans la supervision de l'industrie extractive.
- Les intervenants sont mieux en mesure de superviser leur industrie extractive respective.

## RÉSULTATS ESCOMPTÉS

- Les ISC vont assumer leur rôle efficacement dans la surveillance de l'industrie extractive au moyen d'outils de contrôle efficaces conçu par le CREFIAF; de la mise en œuvre de programmes de formation spécialisés et de la conception de manuels connexes sur le contrôle de l'industrie extractive; d'un soutien apporté aux vérificateurs des ISC et aux formateurs spécialisés dans le contrôle de l'industrie extractive et de l'échange d'expériences et de leçons apprises entre les intervenants dans la supervision du secteur de l'industrie extractive dans chaque pays.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRIS

- **Expertise locale** : Les experts canadiens n'ont pas voulu se rendre dans la région en raison des problèmes de sécurité au Mali et au Burkina Faso. Cette situation a obligé le CREFIAF à chercher des solutions de rechange à l'expertise canadienne et à trouver des experts locaux et régionaux à l'aise de travailler malgré les menaces continues à la sécurité. Cette recherche a permis la création d'un bassin d'experts prêts à travailler dans tous les pays membres du CREFIAF.
- **Partenariat équitable** : La différence dans la rémunération et les mesures incitatives offertes aux experts-conseils non canadiens était perceptible. L'allocation budgétaire limitée du projet sur ce point a déclenché une compétition pour trouver les meilleurs talents dans la région, ce qui a soulevé des préoccupations relativement au « maraudage d'experts ».
- **Relations** : Pour atteindre une plus grande transparence dans la coopération triangulaire, il faut renforcer les relations et faire des efforts de coordination.

## SOURCES

CONSUPE (s.d.). Consulté sur Cérémonie de Lancement du Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne (PASIE) - Descriptif du projet: <http://www.consupe.gov.cm/sites/default/files/documentation/Descriptif%20du%20projet%20PASIE.doc>

Facebook (s.d.). Consulté sur PASIE par Cowater: <https://www.facebook.com/PASIE.CSi/>

Gouvernement du Canada (s.d.). *Banque de projets*. Consulté sur Profil de projet — Amélioration de la surveillance de l'industrie extractive en Afrique francophone subsaharienne : <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/project-projet/details/D001596001?Lang=fr>

Entrevue réalisée avec le personnel de Cowater International, novembre 2019.

Présentation PASIE (2019). Consulté sur CREFIAF : <http://www.crefiaf.org/presentation-pasie/>

## Renforcer la capacité des sociétés de secours mutuels de fournir une protection abordable contre les risques aux ménages désavantagés sur le plan socioéconomique (RIMANSI)

### Aperçu du projet

**Budget total :** 1 667 120 \$ US

**Durée :** 12 ans (2003-2015)

**Donateur :** Affaires mondiales Canada (1 333 697 \$)

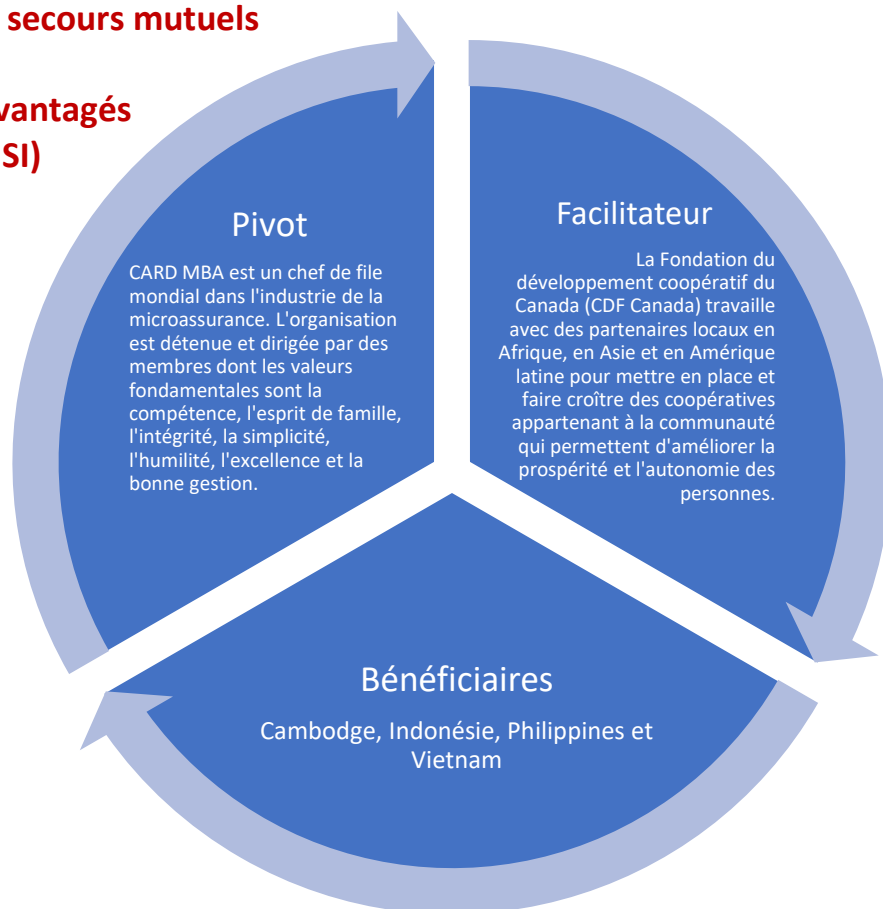
**Pivot :** CARD Mutual Benefit Association (CARD-MBA), Philippines (144 283 \$)

**Facilitateur :** Fondation du développement coopératif du Canada (333 423 \$)

**Pays bénéficiaires :** Cambodge, Indonésie, Philippines et Vietnam

**Autres partenaires de mise en œuvre :** Aucun

**Secteur et axe d'intervention :** Finance, culture financière



### OBJECTIF

Au départ, RIMANSI était un projet qui devait durer un an. Compte tenu de son succès, le projet a été prolongé sur une période de 12 ans, et il en a découlé trois partenariats entre la Fondation du développement coopératif du Canada (CDF Canada) et Affaires mondiales Canada. Le projet avait pour but d'approfondir et d'élargir la portée des activités de sensibilisation, de la prestation de services, de l'efficacité et de la compétitivité d'un réseau de 25 sociétés de secours mutuels de microassurance<sup>4</sup> et de programmes de microassurance dans la région de l'Asie du Sud-Est. RIMANSI a créé un forum regroupant des organisations de microassurance pour atteindre cet objectif. Grâce au forum, le projet peut promouvoir un accès durable à des produits et services de microassurance abordables, pertinents et complets pour les ménages à faible revenu, en augmentant la capacité d'au moins trois millions de ménages à faible revenu à participer à la propriété, à la gestion, à la gouvernance et aux avantages de leur société de secours mutuels. Cette approche a permis la création d'organisations de microassurance plus solides et durables fournissant leurs services à des ménages à faible revenu aux Philippines et dans certains pays de l'Asie du Sud-Est.

### PARTENAIRES DE LA COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Le projet a été mis en œuvre par CDF Canada et CARD-Mutual Benefit Association (CARD-MBA), dans l'objectif de faire de cette dernière une organisation autonome au fil du temps. CARD-MBA est composé de CARD Bank et de CARD NGO dont 98 % des membres sont des femmes issues de secteurs défavorisés sur le plan socioéconomique. En tant que partenaire pivot, CARD-MBA occupait un rôle de leadership stratégique dans le modèle d'assurance mutuelle pour fournir une couverture d'assurances aux groupes marginalisés de la région.

À titre de facilitateur, CDF Canada a appuyé CARD-MBA et d'autres sociétés de secours mutuels dans les domaines de l'évaluation et du remaniement de produits fondés sur des normes actuarielles; de la recherche et développement de nouveaux produits; du marketing et des ventes; des systèmes d'information de gestion; de la planification du portefeuille de placements; du développement organisationnel et de la gouvernance efficace de conseils d'administration. CDF Canada a aidé CARD-MBA en ce qui a trait aux capacités de recherches et de planification des activités pour que ce dernier puisse établir ses objectifs de croissance à moyen terme et déterminer les capacités nécessaires pour atteindre les cibles du projet.

<sup>4</sup> Les sociétés de secours mutuels sont des associations d'assurance détenues et dirigées par les membres qui adhèrent aux principes et aux pratiques coopératives, mais elles sont limitées à la prestation de services d'assurance à leurs membres seulement.

La principale aide technique offerte par CDF Canada à CARD-MBA était un soutien actuariel pour concevoir des produits d'assurance et établir les prix de ces produits destinés aux populations à faible revenu vivant où il manquait des données de base (par exemple, l'espérance de vie). CDF Canada a également aidé CARD-MBA à comprendre comment amener l'exposition aux risques de l'entreprise à un niveau tolérable, à acquérir des connaissances sur le marché cible et à établir un centre de ressources, qui est devenu RIMANSI. RIMANSI sert maintenant d'entité de moyenne envergure qui fournit un soutien technique à ses membres et représente l'industrie de l'assurance mutuelle sur le plan des politiques dans la région.

## PRINCIPALES ACTIVITÉS

- Transférer des connaissances entre les organismes de réglementation du secteur des assurances canadiennes et leurs homologues aux Philippines.
- Fournir de la formation professionnelle offerte par des spécialistes en actuariat, un encadrement pour les programmeurs et une aide technique dans la conception de produits et de logiciels. Des consultations techniques ont également eu lieu grâce à un expert-conseil principal en gestion des affaires qui a formé et encadré le conseil, les agents et le personnel en gestion du portefeuille de placements, en contrôle de gestion et en leadership, en développement organisationnel stratégique et en perfectionnement des ressources humaines.
- Donner un atelier sur le processus, les problèmes, les embûches et les leçons apprises dans la mise sur pied et l'enregistrement de sociétés de secours mutuels pour démontrer la faisabilité et le caractère souhaitable d'officialiser les programmes internes de microassurance par l'intermédiaire des sociétés de secours mutuels.
- Enregistrer de nouvelles sociétés de secours mutuels et programmes d'assurance et leur délivrer des permis ainsi que leur offrir une aide pour qu'ils répondent aux exigences réglementaires et gèrent le rendement.
- Intégrer les considérations liées aux femmes dans la gestion de projet au moyen de la formation du personnel; de stratégies opérationnelles de promotion de l'égalité hommes-femmes; de l'affectation de ressources pour assurer l'égalité et suivre les résultats à cet égard; de l'institutionnalisation des approches relatives à l'égalité dans la conception et la distribution de produits financiers.
- Rechercher et développer de nouveaux produits et services.
- Élaborer et mettre en place des guides sur les politiques et les procédures dans les domaines des systèmes d'information de gestion, de la mise en œuvre de produits d'assurance nouveaux ou améliorés, du marketing, de la gestion du portefeuille de placements et de la gestion financière.

## RÉSULTATS À CE JOUR

- RIMANSI continue de fournir une aide et des services efficaces à ses partenaires en microassurance en s'employant à renforcer les capacités et à favoriser une industrie de microassurance plus solide dans toutes les zones ciblées. L'objectif lié à l'autonomie est atteint.
- Les systèmes d'information de gestion et les formations et consultations en gestion ont été améliorés dans le domaine de la gestion du portefeuille de placements.
- Dix nouvelles sociétés de secours mutuels ont été créées aux Philippines et trois fournisseurs de microassurance ont été établis au Cambodge, en plus d'un au Vietnam et d'un en Indonésie, comptant au total 380 588 titulaires de police et leurs personnes à charge.
- Les compétences professionnelles et le savoir-faire en assurance de 15 agents et membres du personnel de CARD-MBA, dont environ 80 % sont des femmes, ont été améliorés, tout comme les habiletés de gouvernance de conseil de sept administrateurs siégeant à des conseils.
- Le RIMANSI a réalisé un travail de promotion fructueux au nom des sociétés de secours mutuels aux Philippines pour que la Commission des assurances impose des exigences en matière de capitalisation qui permettent la mise en place d'assurances favorables aux personnes à faible revenu et poursuit ses activités de sensibilisation dans trois autres pays d'Asie du Sud-Est pour établir des environnements favorables ou la microassurance.
- Introduction de produits d'assurance-vie et d'assurance-santé.
- Augmentation des revenus de RIMANSI, qui a atteint un seuil de rentabilité de 80 % en 2015. Les 12 sociétés de secours mutuels titulaires de permis aux Philippines assument maintenant leurs propres frais.
- Le modèle de versement 1-3-5 de RIMANSI (règlement des réclamations en une journée, en trois jours s'il y a des questions et en cinq jours pour qu'elles soient réglées de manière définitive) est devenu la norme de l'industrie et est repris par d'autres fournisseurs de microassurance dans le monde.
- Le nombre de titulaires de police de microassurance a augmenté, ayant passé de 110 000 au début du projet à 5,84 millions, ce qui représente un élargissement de la portée à environ 25 % de la population des Philippines en 2019.
- Le total des primes assurées est de 50 millions, et environ 80 % des clients sont des femmes. Environ 96 % des réclamations liées à la prestation d'assurance-vie ont été réglées dans les cinq jours.
- La publication de circulaires administratives visant l'amélioration des politiques et des procédures par la Commission des assurances des Philippines qui a été bénéfique pour les clients et les entreprises. Elle a pu être réalisée grâce à l'échange de connaissances avec le Canada.

## CONNAISSANCES ET LEÇONS APPRISSES

- **Attentes claires** : Au départ, les partenaires ont sous-estimé la durée du processus d'examen annuel. Il a donc été nécessaire de réviser les attentes en fonction des ressources humaines disponibles.
- **Élargir la réussite à plus grande échelle** : À la suite du succès obtenu aux Philippines au cours de la première année du projet, à la lumière du mécanisme de coopération triangulaire, la portée et l'étendue ont été élargies à d'autres pays d'Asie du Sud-Est.

## **SOURCES**

Documents fournis par le personnel de CDF Canada, 13 février 2020.

Entrevue réalisée avec le personnel de CDF Canada, 30 janvier 2020.

## Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador

### Le projet, en bref

**Budget total:** \$600 000

**Durée:** 4 ans (2015–2019)

**Donateur:** Ministère de relations internationales et de la Francophonie (MRIF)

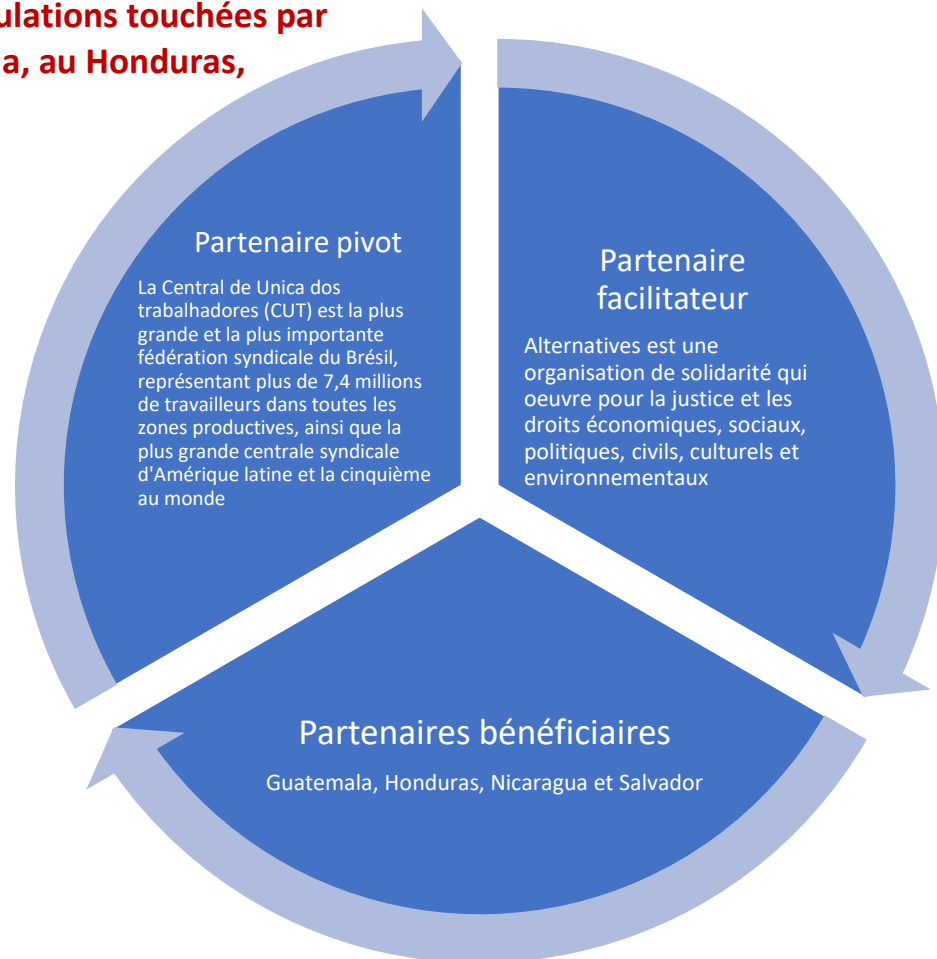
**Pivot:** Central de Unica dos trabalhadores (CUT), Brésil (US \$20 000)

**Facilitateur:** Alternatives (\$20 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) (\$180 000), Unifor (\$10 000)

**Pays bénéficiaires:** Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador

**Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre:** Madre Selva (Guatemala), CEICOM (Salvador), CUTH (Honduras), CST (Nicaragua), ELA (Espagne), et CSA<sup>5</sup>

**Secteurs:** Droits, dignité et justice sociale



### OBJECTIF

« Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador » est un projet de deux ans qui cherche à :

- améliorer le plaidoyer pour les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations touchées par les industries extractives, ainsi qu'à
- renforcer leur souveraineté dans la gestion et la protection des ressources naturelles et du développement de leurs communautés.

Lors de la première phase du projet (2014-2016), le projet a misé sur le renforcement des outils d'éducation et de mobilisation de la société civile et a favorisé la création de mécanismes régionaux pour faciliter la mise en commun d'expériences, de connaissances et de pratiques. Cette phase a permis de tisser des liens pour les trois partenaires locaux, Madre Selva (Guatemala), la CST (Nicaragua) et le CEICOM (Salvador), ainsi que la mise en place des processus de collaboration. Durant la deuxième phase (2016-2019) la consolidation et pérennisation des résultats ont pris lieu à travers un redoublement d'efforts pour mettre en place et renforcer des mécanismes pour protéger les femmes militantes pour les droits humains et la protection de l'environnement.

### PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Depuis 2009, Alternatives, en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN, Québec), le syndicat canadien Unifor, la Central de Unica dos trabalhadores (CUT/Brésil), la Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, syndicat basque), et la Centrale syndicale des Amériques (CSA) travaillent au renforcement des capacités de partenaires de la région: Madre Selva (Guatemala), Centro de Investigacion sobre Inversion y Comercio (CEICOM) (Salvador), la Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH) et la Central Sandinista de Trabajadores du Nicaragua (CST), afin d'améliorer le cadre juridique du droit du travail et de défendre les droits socioéconomiques, culturels et environnementaux des populations marginalisées. Les liens de solidarité créés à l'échelle de la région avec différents partenaires syndicaux, les populations autochtones, les groupes environnementaux et les groupes de femmes favoriseront le partage d'expériences, élargiront les réseaux de soutien au projet et renforceront le plaidoyer international contre le féminicide.

<sup>5</sup> Madre Selva (Guatemala), Centro de Investigacion sobre Inversion y comercio (CEICOM) (Salvador), Confederación Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH) (Honduras), Central Sandinista de Trabajadores (CST) (Nicaragua), Eusko Langileen Alkartasuna (ELA) (Espagne), et Centrale syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA).

## ACTIVITÉS CLÉS

- Activités de formation en communication et plaidoyer.
- Mise sur pied de fonds locaux pour des petites initiatives pour les défenseurs des droits humains.
- Campagnes de sensibilisation sur l'impact de l'extractivisme pour les populations locales.
- Réalisation des consultations auprès des communautés affectées par l'industrie extractive.

## RÉSULTATS À DATE

- 135 personnes formées en techniques vidéo et en technologies de l'information et communication et au moins 300 personnes formées en techniques de plaidoyer.
- Trois conférences ont été organisées et réalisées dans trois des quatre pays ciblés: Nicaragua, Honduras et Guatemala.
- Des consultations ont eu lieu dans les pays ciblés:
  - Guatemala: trois consultations sur l'industrie extractive;
  - Salvador: une consultation sur les eaux transfrontalières;
  - Honduras: de nombreuses rencontres de consultation avec la communauté; et
  - Nicaragua: deux activités de mobilisation pour sensibiliser les autorités locales.
- Une recommandation commune élaborée et présentée aux différentes autorités (parlement et gouvernement) dans chacun des pays, qui propose un accord régional sur la protection de l'eau transfrontalière.

## APERÇUS ET LEÇONS APPRISSES

- **Coopération triangulaire en ligne avec une approche féministe:** Un partenariat solidaire est où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction, et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes. À travers cette modalité, Alternatives a choisi de soutenir une organisation féministe solidaire internationale, CUT, et de créer des alliances avec des mouvements et des associations de femmes partout en Amérique du Sud. La coopération triangulaire permet également de mettre en commun l'égalité des genres dans le contexte de l'Amérique du sud, ainsi que l'emphase sur le renforcement de mouvements féministes.
- **Mise en valeur d'expertise variée:** En favorisant des échanges et une mise en commun de savoir-faire, l'approche d'Alternatives a ouvert de nouveaux horizons de travail et a enrichi ses connaissances et expertises dans différents secteurs d'intervention. Au fil des années et des initiatives, cette méthode de travailler a donné lieu à de nouvelles pistes d'action et a augmenté les occasions d'action collective.
- **Réductions de coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne; CUT a pu augmenter son niveau de crédibilité dans le secteur, ainsi que démontrer que son expertise est digne d'attention.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés; les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertises locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.

## RÉFÉRENCES

- Alternatives. (2020). *Renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador*. Retrieved from Alternatives Projet archivé: <https://www.alternatives.ca/projet/renforcer-lautonomisation-des-populations-touchees-par-les-activites-extractives-au-guatemala-au-honduras-au-nicaragua-et-au-salvador/>
- Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.



## E-Joussour: Réseautage pour les droits des femmes et la démocratisation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

### Le projet, en bref

**Budget total:** Environ €1 079 000 (Commission européenne et Fonds francophone des inforoutes)

**Durée:** 6 ans (2008– 2014)

**Donateurs:** Affaires mondiales Canada et Commission européenne Fonds francophone des inforoutes (FFI)

**Pivotal:** Forum des Alternatives Maroc (FMAS) (Maroc)

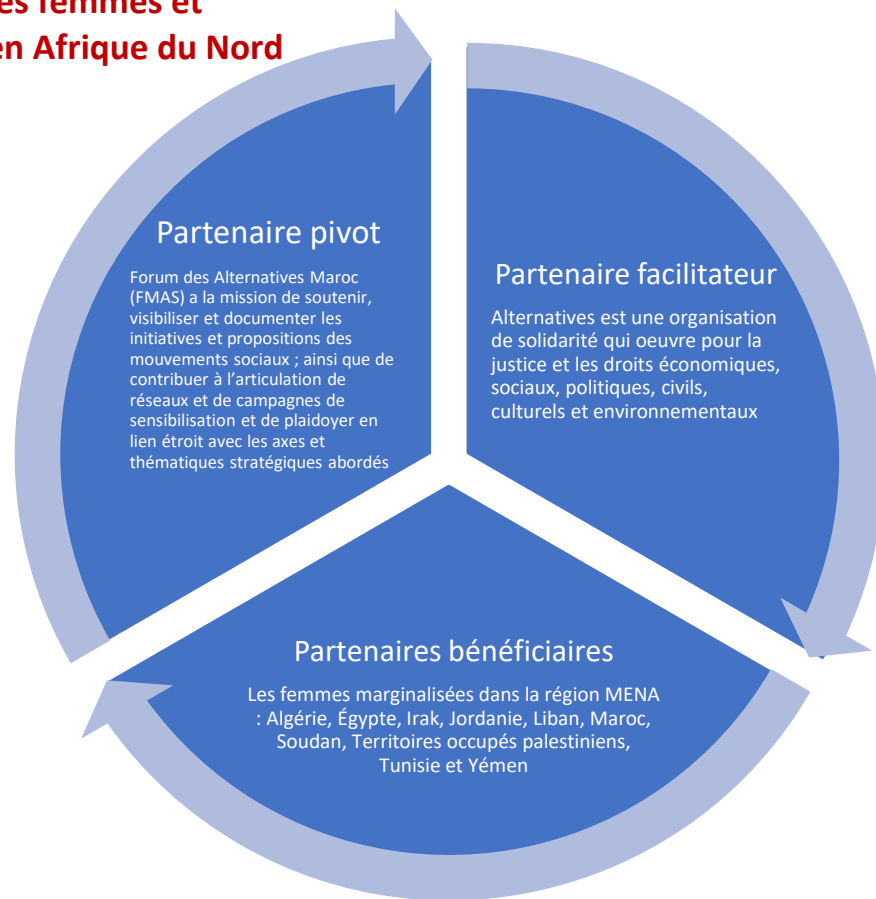
**Facilitateurs:** Alternatives (Canada), Amorcés (France)

**Pays bénéficiaires:** Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Maroc, Soudan, Territoires occupés palestiniens, Tunisie et Yémen

**Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre:** Al-Shehab Foundation for Comprehensive Development (Égypte), Teacher Creativity Centre (TCC) (Palestine), Iraqi Democratic Future Network (IDFN), Égalité et Parité (Tunisie)

**Partenaires associés:** Alternative Initiative Network (Liban), Jordanian Women Union (Jordanie), Thawra N'Fadhma N'Soumer (Algérie)

**Secteurs:** Droits, dignité et justice sociale, femme et filles, discrimination du genre



### OBJECTIF

Fondé en 2007 avec l'objectif de relier les organisations de la société civile (OSC) dans le monde arabe, E-Joussour a été particulièrement efficace dans la promotion du dialogue et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud. Une première phase a mis au profit les technologies de l'information et de la communication (TIC) et divers instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme pour atteindre des étapes et résultats chiffrables. Suite à cette première phase réussie avec l'appui de fonds européens et francophones, la deuxième phase du projet visait à accroître la participation politique et la représentation des femmes dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), avec la collaboration d'un consortium d'organisations européennes, canadiennes, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. À la fois « passerelle médiatique » en ligne pour la société civile et véhicule de communication transfrontalière et d'action collective, publié en 3 langues (français, anglais et arabe), E-Joussour joue un rôle clé dans l'exploration du potentiel démocratique d'Internet pour promouvoir les droits de la personne, le développement durable, les valeurs démocratiques et les libertés fondamentales dans la région MENA.

Les objectifs spécifiques du projet étaient les suivants:

- Renforcer le rôle et la représentation des organisations féminines de la région MENA à l'appui de la démocratie, des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans la région;
- Améliorer la compréhension du public des concepts de genre, de l'égalité et des droits des femmes, grâce à une meilleure analyse de genre sur les violations des droits de l'homme et les conflits dans la région MENA, et;
- Renforcer la coopération entre les groupes de femmes, les décideurs locaux, les politiciens des pays de la région MENA, grâce à une plus grande utilisation des TIC et des activités de dialogue Sud-Sud et Nord-Sud.

Le projet ciblera 60 organisations de femmes dans la région MENA– ce qui représente plus de 2000 participantes d'Algérie, d'Égypte, d'Irak, de Jordanie, du Liban, du Maroc, du Soudan, des Territoires occupés palestiniens, de la Tunisie et du Yémen. Au courant du projet, E-Joussour tentera d'atteindre un public d'environ 1,4 million de lecteurs mensuels dans la région et à l'étranger.

### PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Les partenaires d'Alternatives sont tous membres du réseau E-Joussour et collaborent de manière bilatérale et multilatérale. Le Forum des Alternatives Maroc (FMAS), l'organisation marocaine initiatrice du projet E-joussour (partenaire pivot), a contribué à la planification stratégique, à l'élaboration des outils, à la mise en place des moyens humains et matériels du projet, à la mise en œuvre des activités de formation, au niveau de thématiques et techniques, de réflexion et de plaidoyer prévues au Maroc, au suivi et à l'évaluation ainsi qu'aux activités de pérennisation du projet.

Le projet a ciblé plus de 60 OSC et réseaux basés dans la région MENA qui travaillent dans la progression des droits de la femme sur le plan social, économique, politique et culturel, représentant directement quelque 200 employés et bénévoles. Parmi les autres bénéficiaires figurent 2 000 membres actifs au sein d'organisations, de réseaux et de syndicats s'occupant de problèmes liés aux femmes. Ces groupes et individus seront directement ciblés par le biais d'ateliers nationaux et régionaux de renforcement des capacités, de réunions, de forums et d'activités de plaidoyer sur les droits des femmes. Un comité régional, composé de huit représentants de pays (dont au moins la moitié de moins de 30 ans) coordonne ce travail.

Le choix de conduire des actions à la fois à l'échelle de la région et dans chacun des pays des partenaires procède d'une justification principale : l'analyse de la situation des femmes dans la région MENA conclut à une unité de condition, de difficultés et de défis, par-delà la dissemblance des trajectoires historiques et nationales et locales.

## ACTIVITÉS CLÉS

- Une série de publications a été développée: un plan stratégique régional, un guide de formation au plaidoyer, des lignes directrices pour des fonds des petits projets, un livret de projets de recherche-action, et un guide de formation en arabe.
- Formations et développement des capacités: des réunions du Comité Femmes et Genre, des stages de trois mois pour les jeunes femmes dirigeantes, et des séminaires régionaux de renforcement des capacités.
- Mise en disposition de deux cycles du fonds de projets de petites subventions à partir desquels les membres peuvent accroître leur accès aux TIC.
- Fourniture d'infrastructures matérielles telles que des ordinateurs portables et installations Internet requises.
- Mise en place d'un comité éditorial régional féminin en ligne dans le cadre d'E-Joussour.

## RÉSULTATS À DATE

- Environ 350 femmes et hommes des pays ciblés ont accru leurs compétences et leurs connaissances en matière de droits de la personne, de plaidoyer, de gestion et de TIC.
- Quelque 3000 femmes ont accru leur compréhension autour de diverses questions liées à l'égalité des genres.
- Les organisations membres d'E-Joussour ciblées par le projet ont renforcé leur membership et leur influence dans leur pays. Ils ont augmenté leur capacité de réseautage et la coopération avec d'autres acteurs locaux, régionaux et internationaux.
- L'action collective des organisations de la société civile visant à traiter plus efficacement le déficit d'égalité de genre dans la région a été renforcée.

## APERÇUS ET LEÇONS APPRIS

- **Partenariat équitable:** Un partenariat solidaire est où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes dans la région.
- **Expériences communes:** Confrontés à des situations de violence et de discrimination similaires, les partenaires impliqués disposent tous d'expériences de valeur. La mutualisation de connaissances et d'expériences, et une emphase mise sur les capacités, l'information, la formation et le développement des compétences, renforcent l'analyse sexospécifique et aident à diffuser des informations sur les droits des femmes aux niveaux national, régional et international.
- **Réduction de coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne. Dans le contexte de ce projet, les formations offertes par des personnes-ressources de la région ne nécessitaient pas de traduction.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés. Les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertise locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.
- **Mise en valeur des approches régionales:** En renforçant et en reliant les OSC à travers la région MENA, l'action favorisera de manière efficace le dialogue et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud dans la promotion des droits des femmes, en particulier dans le contexte de la région.

## RÉFÉRENCES

Document fourni par personnel Alternatives, Janvier 2020.  
Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.

## Formation, communications, participation : pour la défense des droits des femmes et des jeunes, travailleurs et travailleuses de l'Amérique centrale

### Le projet, en bref

**Budget total:** \$815 000

**Durée:** 5 ans (2010–2015)

**Donateur:** Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) (\$ 550 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) et Eusko Langileen Alkartasuna (ELA) (total de \$ 205 000)

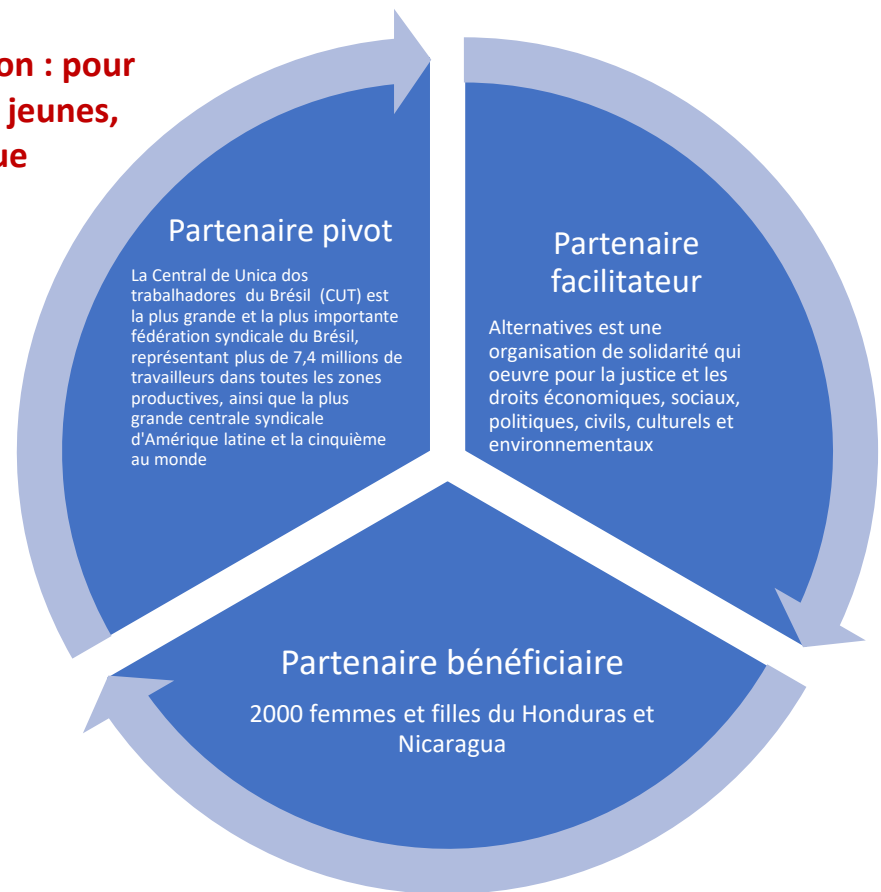
**Pivot:** La Central de Unica dos trabalhadores du Brésil (CUT)

**Facilitateur:** Alternatives (\$ 60 000), Confédération des syndicats nationaux (CSN) (contribution de \$180 000)

**Pays bénéficiaires:** Honduras et Nicaragua

**Autre(s) partenaire(s) de mise en œuvre:** CUTH, ELA, CSA et CSN<sup>6</sup>

**Secteurs:** Droits, dignité et justice sociale, autonomisation des femmes et jeunes



### OBJECTIF

L'objectif du projet est d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes travailleurs et travailleuses, notamment leurs conditions de travail dans l'industrie des *maquiladoras* du secteur textile du Honduras et du Nicaragua. En s'appuyant sur le succès et les enseignements tirés de la première phase du projet (2010-2013), le nouveau projet visera à

- améliorer les capacités organisationnelles des centrales syndicales et la représentativité des femmes et des jeunes dans ces organisations
- augmenter le rayonnement des femmes et des jeunes pour permettre d'influer sur les politiques publiques au sein des instances décisionnelles du pays afin d'établir un cadre légal et juridique protégeant leurs droits.

Alternatives et ses partenaires cherchent à augmenter la représentativité des centrales syndicales et encourager la participation des travailleuses et travailleurs dans le mouvement syndical pour remédier à la marginalisation et la stigmatisation de l'action syndicale dans la région. De manière indirecte, le projet bénéficiera quelques 250 000 travailleurs et travailleuses.

### PARTENAIRES EN COOPÉRATION TRIANGULAIRE

Alternatives, en partenariat avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN), la Central de Unica dos trabalhadores (CUT), la Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, syndicat basque) et la Centrale syndicale des Amériques (CSA) travaillent au renforcement des capacités de deux partenaires de la région, la Confederacion Unitaria de Trabajadores d'Honduras (CUTH) et la Central Sandinista de Trabajadores du Nicaragua (CST). La CUTH et la CST jouent un rôle-clé dans la mobilisation, la sensibilisation et l'éducation des travailleurs et des travailleuses des maquilas, surtout des jeunes femmes,

Alternatives est responsable de la gestion administrative du financement pour la mise en fonction du projet, de la révision et de la mise en forme des rapports narratifs et financiers pour le Programme québécois de développement international, de l'élaboration du plan de mise en œuvre et du suivi et de l'évaluation des activités par des missions de travail sur le terrain. Également, avec les autres partenaires, Alternatives participe à l'élaboration de tout document d'évaluation, de diffusion et de promotion du projet. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) participe à l'élaboration du programme de formation, et fait le suivi et l'évaluation des activités nécessaires à travers des missions sur le terrain. La CUT participe dans la mise en place des outils de communication tels que le matériel éducatif et tout aspect lié au site Internet. Grâce à leur expertise au niveau de la formation syndicale, la CSA participe aux activités de plaidoyer auprès des autorités locales afin d'appuyer les formations et la ELA participe aux activités de formation ayant trait aux droits des femmes et la formation de jeunes. Au Honduras et au Nicaragua, respectivement, la CUTH et la

<sup>6</sup> Confederacion Unitaria de Trabajadores de Honduras (CUTH, Honduras), Eusko Langileen Alkartasuna (ELA, Espagne), Centrale syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA) et Confédération de syndicats nationaux (CSN, Québec)

CST sont responsables d'encadrer toutes les activités et de faciliter la mise en œuvre du projet, fournir les emplacements des activités et organiser les lieux de rassemblement pour les réunions, formations et animations. Elles gèrent également la gestion administrative et financière des sommes transférées sur le terrain, le rapportage administratif et financier et les rapports narratifs. Les liens de solidarité créés à l'échelle de la région avec différents partenaires syndicaux, les populations autochtones, les groupes environnementaux et les groupes de femmes favoriseront le partage d'expériences, élargiront les réseaux de soutien au projet et renforceront le plaidoyer international contre le féminicide.

## ACTIVITÉS CLÉS

- Recrutement et formation de 100 membres des deux centrales syndicales (50% de femmes; 50% de jeunes âgés de moins de 35 ans) dans les techniques radiophoniques (animation, documentation, réalisation et montage d'émissions radiophoniques).
- Recrutement et formation de 100 jeunes (50/pays) dans les techniques de communication (TIC); production de pages web, et utilisation des réseaux sociaux pour 200 jeunes.
- Réalisation de campagnes annuelles de sensibilisation dans chaque pays portant sur la violence faites aux femmes dans les milieux du travail, les droits des jeunes et les conventions et les normes minimales de l'Organisation internationale du travail.
- Publication de documents sur les droits des travailleurs et des travailleuses dans les maquiladoras en Amérique centrale.
- Réalisation de séminaires internationaux sur la situation des femmes dans les pays ciblés (en appui au travail de plaidoyer).

## RÉSULTATS À DATE

- Le projet a tenu compte des objectifs de développement durable en visant l'amélioration des conditions de vie d'un secteur de la population motrice du développement social, les travailleurs et travailleuses, des deux pays.
- Le projet a promu l'équité sociale et la solidarité à travers le développement de politiques publiques qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, notamment des femmes et des jeunes filles.
- Des activités pratiques de sensibilisation aux enjeux actuels sur l'environnement, notamment le changement climatique, ont lieu pour promouvoir des pratiques quotidiennes qui favorisent la protection de l'environnement/gestion de déchets, utilisation responsable de l'eau et de l'énergie électrique.
- Le projet a permis d'introduire au Nicaragua, une nouvelle loi garantissant le salaire minimum à toutes les femmes travailleuses des maquilas; ceci a entraîné une hausse salariale moyenne de 20 % pour les travailleuses nicaraguayennes.
- Le projet et son travail de plaidoyer ont poussé le gouvernement hondurien à signer un protocole sur le travail décent et un projet de loi contre la violence faite aux femmes.

## APERÇUS ET LEÇONS APPRISSES

- **Partenariats équitables:** Central à la coopération triangulaire, un partenariat solidaire où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction, et où toutes les parties prenantes sont engagées dans un processus de changement social. La coopération triangulaire en tant que modalité permet de mettre en commun l'égalité des genres dans le contexte de l'Amérique du Sud, ainsi que l'emphase sur le renforcement de mouvements féministes.
- **Expertise locale:** L'utilisation d'expertise locale a brisé l'impression de schémas coloniaux que bien des partenaires et bénéficiaires semblent éprouver dans des projets financés par des pays développés; les relations entre partenaires et bénéficiaires sont plus fluides et réciproques, l'expertise locale est mise en valeur, et l'emphase est grâce à la modalité, sur les partenaires du Sud.
- **Établissement de relations en vue d'une action collective:** En favorisant des échanges et une mise en commun de savoir-faire, la coopération triangulaire a ouvert de nouveaux horizons de travail et a enrichi les connaissances et expertise dans différents secteurs d'intervention, donnant lieu à de nouvelles pistes d'action et a augmenté les occasions d'action collective.
- **Meilleurs résultats:** L'approche triangulaire a soutenu le travail d'Alternatives auprès des mouvements féministes. À travers la coopération triangulaire, Alternatives a choisi de soutenir une organisation féministe solidaire internationale, CUT, et de créer des alliances avec des mouvements et des associations féminines partout en Amérique du Sud.
- **Réduction des coûts:** La coopération triangulaire a permis de réduire les coûts du projet en général puisque l'expertise était locale et non Canadienne; CUT a pu augmenter son niveau de crédibilité dans le secteur, ainsi que démontrer que son expertise est digne d'attention.
- **Défis contextuels:** Les partenaires du Nord bénéficient des relations avec experts régionaux surtout au niveau de connaissances et gestion de contextes fragiles et conflits régionaux. Un niveau de conscience de potentielles complications est nécessaire, en plus d'éviter de normaliser les conflits.

## RÉFÉRENCES

Alternatives. (2020). *Alternatives Projet*. Récupéré sur Autonomisation des femmes et des filles du secteur informel au Honduras: <https://www.alternatives.ca/projet/autonomisation-des-femmes-et-des-filles-du-secteur-informel-au-honduras/>

Document fourni par personnel Alternatives, janvier 2020.

Entretien avec personnel Alternatives, 17 janvier 2020.